



SOMMAIRE

Page

Point 28 de l'ordre du jour :

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
(suite) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports;
- c) Rapport du Secrétaire général 1197

Président : M. Salim Ahmed SALIM
(République-Unie de Tanzanie).

POINT 28 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain
(suite) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports;
- c) Rapport du Secrétaire général

1. M. AL-GHAFFARI (Yémen) [*interprétation de l'arabe*] : La politique d'*apartheid* pratiquée par le régime d'Afrique du Sud et la poursuite de cette politique en dépit de la condamnation internationale et malgré les efforts de paix déployés par la communauté internationale au sein de l'Organisation des Nations Unies et des autres instances internationales ne laissent à notre organisation qu'une seule option : l'application des sanctions prévues par la Charte.

2. A notre avis, ce problème demande une solution collective de la part de la communauté internationale. Cette solution ne pourra être réalisée que lorsque se conjugueront tous les efforts sincères des pays qui croient sincèrement au droit de tous les peuples à la liberté et à la dignité, abstraction faite de la couleur de la peau. Et partant, nous nous associons aux autres délégations qui nous ont précédés pour affirmer qu'il faudrait que tous les Etats Membres, en particulier les Etats occidentaux, s'engagent à appliquer les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité afin d'isoler totalement ce régime et à appliquer également des sanctions économiques et politiques effectives, afin de remplacer le stade des déclarations d'intention destinées à l'information par des mesures pratiques de dissuasion.

3. La politique barbare pratiquée par les régimes racistes de Pretoria, de Rhodésie et de Palestine occupée est un des

vestiges de la mentalité colonialiste et l'une des pires formes de l'exploitation de l'homme par l'homme dans ce siècle.

4. La Charte des Nations Unies est très claire à ce sujet. Les auteurs de la Charte ont eu soin d'y affirmer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les peuples, sans distinction de race, de langue ou de religion.

5. Les conditions de vie et de santé inhumaines qui sont le lot de la majorité de la population de l'Afrique australe, qui ploie sous le joug de l'occupation et de l'oppression étrangères — surtout les combattants de la liberté emprisonnés ou détenus dans des camps de concentration — sont une honte pour tous les régimes racistes et leurs alliés et démasquent tout prétexte qu'essaient d'invoquer ces régimes pour dissimuler leurs véritables intentions. La persistance des régimes racistes à faire fi de la Charte et des conventions internationales exige d'urgence une solution radicale de la part des Nations Unies, afin que soit assuré le droit à l'autodétermination de l'Afrique du Sud et de tous les peuples qui luttent pour leur indépendance.

6. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, nous oblige à la méditation et à la réflexion. Combien de Membres comptait l'Organisation au moment où fut adoptée cette résolution ? Et combien en compte-t-elle aujourd'hui ? La différence entre ces chiffres montre l'étendue de la volonté invincible des peuples à se libérer, à décider de leur sort, et à sauvegarder leur souveraineté.

7. L'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation prouve que les petits peuples sont capables de défendre leur souveraineté et leur liberté et, en même temps, participer d'une manière positive à l'élaboration des relations internationales sur des bases démocratiques. C'est pourquoi nous réaffirmons notre conviction que cette expérience, vécue par la plupart des peuples qui ont accédé à l'indépendance, se transposera sans aucun doute en Afrique australe, et alors sonnera le glas de tous les régimes coloniaux et racistes.

8. Le gouvernement de Pretoria continue ses agressions quotidiennes et directes contre l'Angola, le Mozambique et le Botswana et, dernièrement, il a procédé à une explosion nucléaire qui représente un grand danger non seulement pour la sécurité et la souveraineté des pays voisins, mais encore pour l'indépendance du continent africain et sa sécurité, voire pour la paix et la sécurité internationales. Par cette explosion, le gouvernement raciste de Pretoria a voulu établir son hégémonie sur le continent africain, et marquer davantage son défi à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Organisation.

9. La République arabe du Yémen demande à tous les Etats qui continuent à avoir des relations avec le régime raciste de respecter la décision de boycottage et elle incite tous les Etats à poursuivre la mise en œuvre de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité relative à l'embargo sur les armes. Nous sommes convaincus qu'il suffirait que les sanctions soient appliquées pour mettre fin aux pratiques d'*apartheid*.

10. Mon gouvernement rend hommage au Gouvernement suédois qui a adopté une loi interdisant à toutes les sociétés suédoises de procéder à des investissements en Afrique du Sud raciste, et rend également hommage à l'attitude du Gouvernement de la République islamique d'Iran qui a cessé l'exportation de son pétrole vers l'Afrique du Sud.

11. A ce sujet, nous voudrions faire allusion aux allégations du représentant de l'entité sioniste dans l'intervention qu'il a faite hier [58e séance], en ce qui concerne l'échange du pétrole contre l'or du régime de l'Afrique du Sud. Ces allégations ne méritent guère de réponse. En effet, l'histoire des relations entre le régime de Tel-Aviv et le régime de Pretoria est connue et les documents de l'ONU en donnent la preuve. L'accord qui a été signé entre les deux régimes racistes pour la coopération scientifique et la mise au point des armes nucléaires est la plus grande preuve que les allégations du représentant sioniste sont mensongères. Nous sommes convaincus que notre assemblée ne sera pas dupe de cette tentative désespérée faite par le représentant d'Israël pour semer la zizanie. Notre assemblée a, en effet, déjà donné clairement son avis en adoptant la résolution qui a condamné le sionisme et l'a considéré comme une forme de racisme.

12. Les Etats arabes, qu'ils soient producteurs de pétrole ou non, appuient avec fermeté les résolutions de l'ONU qui condamnent la discrimination raciale, y compris le sionisme. Et, à cette occasion, nous voudrions mentionner ici la résolution adoptée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui interdit la vente ou l'exportation de pétrole à destination de l'Afrique du Sud.

13. Les efforts déployés par les Membres de notre organisation pour isoler ces régimes racistes et appliquer des sanctions contre eux hâteront la chute de ces régimes, à la condition que ces efforts soient intensifiés.

14. Le maintien de l'existence des régimes racistes en Afrique australe est une honte pour la conscience humaine. Leur occupation de la Namibie et le maintien du régime illégitime en Rhodésie constituent des aspects de la lutte entre les forces nationalistes qui combattent pour l'indépendance nationale et les régimes colonialistes qui travaillent à réprimer et à détruire la liberté des peuples.

15. Pour terminer, nous voulons ici saluer la mémoire des martyrs qui ont combattu pour la liberté et la justice pour assurer un meilleur avenir à leur pays et à leurs voisins.

16. M. NEIL (Jamaïque) [interprétation de l'anglais] : La position de la Jamaïque à l'égard du fléau et du système inhumain d'*apartheid* et notre condamnation énergique du régime raciste de l'Afrique du Sud ont été affirmées et réaffirmées en maintes occasions devant l'Assemblée générale. Nous persistons à penser que l'élimination de l'*apartheid* et la libération de la majorité opprimée en Afrique du

Sud constituent la plus grande et la plus urgente gageure des Nations Unies. Cette gageure ne pourra être surmontée que par des mesures résolues prises, sur le plan international, dans l'unité, ainsi que par une campagne efficace pour isoler le régime d'*apartheid*. Mais le déluge d'opposition verbale à l'*apartheid* que nous entendons à l'Assemblée générale année après année n'a pas été assorti de mesures de nature à susciter les résultats souhaités. Non seulement le régime d'*apartheid* continue d'exister, mais il prospère, tournant nos principes en dérision. Cette situation est due à la collaboration persistante de certains Etats Membres, en particulier des pays occidentaux, avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Les conséquences de cette collaboration qui fait que le régime d'*apartheid* s'en trouve consolidé et mis à même de perpétuer sa politique criminelle ont été maintes fois soulignées dans les débats et les résolutions de l'Assemblée.

17. L'évolution de la situation au cours de l'année écoulée a montré de nouveau les conséquences dangereuses de la collaboration sous toutes ses formes. Les enquêtes récentes, qui ont abouti à ce que l'on appelle le scandale de l'information en Afrique du Sud, ont révélé des éléments importants de la stratégie sud-africaine à l'égard de l'étranger. Elles révèlent un programme d'opérations clandestines, bien organisé et financé, dans les pays occidentaux, en vue de répandre la propagande raciste par l'infiltration des médias et d'encourager et de soutenir financièrement les groupes et organisations racistes dans ces pays. Ce qui a été révélé publiquement n'est qu'une toute petite partie de la vérité, mais cela suffit à montrer que l'Afrique du Sud utilise les contacts qui lui restent à l'étranger pour favoriser sa propre idéologie du racisme par des opérations clandestines.

18. Les derniers rapports indiquent également les résultats dangereux de la collaboration dans le domaine nucléaire. Malgré les nombreux avertissements et appels publiés sur la question, la persistance de la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud a maintenant produit son fruit amer. Il est maintenant largement reconnu que l'Afrique du Sud a acquis une capacité nucléaire et il se pourrait fort bien que l'Afrique du Sud ait fait exploser un engin nucléaire le 22 septembre. Le danger de l'acquisition par l'Afrique du Sud de la bombe nucléaire ne saurait être surestimé, et ceux qui ont contribué à ce résultat doivent assumer la responsabilité de toutes les conséquences. La Jamaïque continue de demander instamment, même à ce stade tardif, la cessation complète de la coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud, en particulier la cessation de toutes les exportations de matériels et de techniques nucléaires, elle demande aussi que l'on mette fin à l'échange de chercheurs et de données scientifiques dans le domaine nucléaire. Nous devrions y parvenir en élargissant les termes de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité visant à interdire toute coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud.

19. D'autres mesures seront encore nécessaires pour faire cesser la collaboration dans d'autres domaines. L'Afrique du Sud continue d'intensifier sa répression brutale de la majorité noire en Afrique du Sud et de se livrer à des crimes d'agression contre les Etats africains noirs, notamment contre l'Angola et la Zambie. Il ne faut pas se contenter de condamner ces actes criminels, il faut les faire cesser. La Jamaïque estime que la communauté internationale doit

exercer toute la pression possible pour mettre fin à toutes formes de collaboration économique avec le régime d'*apartheid*. Il faut arrêter de nouveaux investissements en Afrique du Sud et retirer les investissements actuels. Nous sommes encouragés par les récents événements qui indiquent une efficacité accrue de l'embargo sur le pétrole à l'encontre de l'Afrique du Sud, notamment par la décision prise par le Gouvernement iranien de cesser toute expédition de pétrole à destination de l'Afrique du Sud. De même, nous demandons instamment que des mesures soient adoptées pour arrêter tout transbordement de pétrole vers l'Afrique du Sud.

20. Ma délégation a examiné le rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports [A/34/36], et nous avons constaté les progrès sensibles réalisés par le Comité spécial dans l'élaboration de cette convention. Nous estimons que la mise au point d'une telle convention serait une contribution utile à la campagne générale contre l'*apartheid* et nous espérons sincèrement que le Comité spécial pourra terminer sa tâche au cours de la session de 1980 et présenter un projet de convention à l'examen de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale.

21. Enfin, la Jamaïque se prononce en faveur de la proposition portant sur la convocation d'une conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, proposition dont l'Assemblée générale est saisie. Nous estimons qu'une telle conférence, orientée vers l'action et axée sur les mesures les plus pressantes, sera une contribution importante à la campagne internationale contre l'*apartheid* qui doit maintenant être intensifiée.

22. M. DERESSA (Ethiopie) [*interprétation de l'anglais*] : Etant donné que le débat sur ce point en discussion dure depuis plusieurs jours et que la question a fait l'objet d'interventions très détaillées de la part des orateurs précédents, je serai très bref.

23. Ma délégation a étudié les rapports sur la politique d'*apartheid* [A/34/22 et Add.1] et sur les événements récents survenus en Afrique du Sud, rapports si bien présentés à l'Assemblée par le Rapporteur et par le Président du Comité spécial contre l'*apartheid*. C'est donc avec un vif et profond sentiment d'indignation que ma délégation prend la parole, brièvement, pour exprimer le soutien et la solidarité entière du Gouvernement et du peuple éthiopiens aux victimes de la politique odieuse d'*apartheid* et aux efforts concertés qui tendent à la renverser totalement.

24. L'humanité, depuis toujours, a connu des systèmes sociaux oppressifs allant de l'esclavage le plus brutal à l'exploitation la plus perfectionnée et elle n'a cessé de lutter pour briser les chaînes de l'asservissement. Dans cette épopée générale de l'homme pour la liberté, celle du peuple opprimé de l'Afrique du Sud constitue l'un des épisodes les plus tragiques, car ce peuple est réduit en esclavage par un régime qui a habilement associé les pires éléments des systèmes les plus inhumains d'oppression et d'exploitation que l'homme ait jamais connus. Un système diabolique a été trouvé, qui repose sur l'idée répugnante de la supériorité raciale et qui est appliqué par une minorité blanche

psychopathe aidée et soutenue par l'impérialisme international.

25. Le sort des masses africaines victimes de l'*apartheid* n'a pas de parallèle dans l'histoire. La persécution systématique, la répression et la torture des innocents, le massacre et la destruction, le déracinement inhumain et l'éviction des gens de leurs terres, la privation de la liberté et de la vie, voilà de quoi se repaît l'*apartheid*. Bref, l'*apartheid* est une idée et un système qui allient toutes ensemble les caractéristiques d'oppression et d'exploitation de l'esclavage, du féodalisme, du despotisme, de l'oligarchie et du fascisme.

26. Ayant mis au point son appareil d'oppression en Afrique du Sud, le régime d'*apartheid* de Pretoria s'est lancé dans une campagne frénétique tendant à étendre sa politique odieuse à d'autres territoires de la région. Il a occupé illégalement la Namibie et il se livre à des manœuvres constantes pour empêcher la décolonisation du Zimbabwe. Avec arrogance et impunément, il a enfreint la paix en violant l'intégrité territoriale des Etats africains indépendants et en commettant des agressions contre les Etats de première ligne.

27. Ce n'est pas tout. Le régime d'*apartheid* veut maintenant exercer une menace et un chantage sur tout le continent d'Afrique, et même sur la paix et la sécurité internationales, par son nouveau potentiel nucléaire. Ainsi la menace que représente le régime raciste de l'Afrique du Sud a pris maintenant des proportions effroyables.

28. Et cela s'est produit malgré tous les efforts que nous avons faits. Nous avons individuellement et collectivement, dans cette assemblée, rejeté et condamné l'*apartheid*, insulté à la communauté internationale, flétri pour la conscience de l'humanité, affronté pour notre dignité d'êtres humains, crime contre l'humanité et menace pour la paix et la sécurité. Nous nous sommes tous accordés sur le besoin impérieux de le faire disparaître complètement et immédiatement de la face de la terre. Et pourtant, loin de disparaître, l'*apartheid* et ses artisans se renforcent de plus en plus. Au mépris total de l'opinion publique internationale, ils continuent à s'en prendre à des millions d'Africains, à peser sur notre conscience et à menacer le monde d'une guerre raciste effroyable.

29. A qui la faute ? N'aurions-nous pas bien compris le danger que représente ce système maléfique ? Certes pas ! La question est très claire et les remèdes ont été prescrits maintes et maintes fois par l'Assemblée et par d'autres organes. Je ne m'y apesantirai donc pas. Ce qui nous manque cruellement, c'est l'engagement de ceux qui ont décidé de sacrifier au profit la morale et les principes. Le problème, c'est que les grandes puissances occidentales ne traduisent pas dans la pratique les principes qu'elles avancent ici avec tant d'éloquence.

30. Les principaux coupables sont les sociétés transnationales du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de la République fédérale d'Allemagne, de la France et d'autres pays occidentaux, qui envoient des fonds sous forme de nouveaux investissements en Afrique du Sud et qui continuent de retirer des bénéfices fabuleux de l'Afrique australe aux dépens de l'immense majorité des habitants de cette région. La responsabilité principale des souffrances du peuple africain et les conséquences effroyables de l'*apartheid*

heid pour la paix et la sécurité internationales incombent donc aux gouvernements des grandes puissances occidentales. Ce sont ceux-là mêmes qui ont fait de l'Afrique du Sud une partie intégrante de leur économie par leurs investissements, leur commerce, leurs prêts et par leurs garanties du crédit à l'exportation qui devraient prendre des mesures efficaces pour empêcher l'imminent holocauste racial.

31. Leur assistance militaire et leur collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud ne doivent pas seulement cesser immédiatement, ils doivent être aussi proscrits et bannis à tout jamais.

32. A cette fin, ma délégation se joint à ceux qui ont décidé de soutenir les mesures énoncées dans les rapports présentés à l'Assemblée par le Comité spécial contre l'*apartheid*.

33. M. MacKAY (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : Nous sommes confrontés une fois de plus, en cette assemblée, à la question de l'*apartheid*. Mon gouvernement déplore profondément la persistance de cet odieux système. L'*apartheid* est un anathème et un affront à l'humanité tout entière. L'existence de cette politique prouve que l'Afrique du Sud ment lorsqu'elle prétend se conduire d'une façon civilisée et respecter les droits fondamentaux de l'homme en Afrique du Sud.

34. La multitude des lois en vigueur et des mauvais traitements infligés à la majorité de la population sud-africaine ne fait que croître d'année en année. L'objectif constant du système d'*apartheid* reste clair. Alors que son objectif déclaré est le développement séparé, il se propose, en pratique, de préserver les privilèges économiques et sociaux d'une minorité blanche, qui découlent de l'asservissement de la majorité. Il convient de noter à cet égard que notre appui et nos encouragements vont à tous ceux qui souffrent de ce système : la population noire, la population de couleur et la population indienne, lesquelles souffrent, à des degrés quelque peu différents, des conséquences de ce système, sans parler de tous les Blancs qui, à l'intérieur de l'Afrique du Sud, s'opposent à l'*apartheid* et risquent ainsi de voir leurs propres droits de l'homme foulés aux pieds.

35. L'inévitabilité du changement dans la situation en Afrique du Sud devrait se faire sentir sur la mentalité inflexible du Gouvernement sud-africain. Les pressions exercées par la communauté internationale, grâce aux débats de cette assemblée et à des activités telles que celles que déploie le Comité spécial contre l'*apartheid*, semblent avoir produit certains effets. Le Gouvernement sud-africain a pris des mesures en vue d'alléger certaines des difficultés les plus pénibles que suscite l'*apartheid* mesquin. Bien qu'en réalité la théorie et la pratique soient maintenues, nous devons reconnaître qu'il s'agit là de mesures positives, si petites soient-elles. Par ailleurs, nous devons reconnaître que ce ne sont que des mesures minimales dans la voie qu'il faut suivre vers le changement.

36. En Namibie, la suppression de la discrimination pour des raisons raciales a été la conséquence des pressions internationales. Nous avons appris hier que le parti progressiste fédéral de l'opposition, qui est anti-*apartheid*, l'a emporté dans une élection partielle à Edenvale, dans la

banlieue de Johannesburg. Cette voix supplémentaire au mouvement contre l'*apartheid* au Parlement ne doit pas être considérée comme un facteur insignifiant, étant donné que cela indique clairement qu'il y a un appui croissant parmi l'électorat à un changement significatif.

37. Les changements fondamentaux tant attendus en Afrique du Sud résulteront moins de nos paroles ou de mesures de notre part que d'une réaction directe aux pressions qui s'exercent à l'intérieur de la société sud-africaine. Le rôle de la communauté internationale dans ce changement sera secondaire comparé à celui du peuple sud-africain. Nous pouvons et nous devons continuer à lui accorder notre appui moral. En outre, nous devons continuer d'envisager la possibilité d'exercer des pressions internationales qui pourraient aider ceux qui, indépendamment de leur origine raciale en Afrique du Sud, cherchent à provoquer des changements à l'intérieur de la société. Nous convenons tous que ces changements sont inévitables. La question qui se pose est celle de savoir quand et comment nous pourrions y parvenir. Ce changement interviendra-t-il grâce à des moyens pacifiques, sur l'initiative de tous les groupes travaillant de concert en Afrique du Sud pour définir un système nouveau, ou par la violence qui résultera du fait que les aspirations de la majorité ne rencontrent que l'intransigeance et la répression ?

38. On doit exercer des pressions sans cesse croissantes contre la violation fondamentale des droits de l'homme que constitue l'*apartheid*. Cependant, il est tout aussi évident que des menaces directes ont provoqué, de la part de l'Afrique du Sud, une intransigeance accrue et, dans certains cas, une escalade de la répression. Le Gouvernement canadien ne se fait pas d'illusion quant à l'ampleur de la tâche qui consiste à éliminer l'*apartheid*, mais il convient de reconnaître que le changement dans la situation raciale sud-africaine doit, en dernière analyse, provenir de la République sud-africaine elle-même. La question de savoir comment ces changements seront réalisés préoccupe profondément mon gouvernement. Le Canada a pris au cours des ans un certain nombre de mesures qui ont eu des répercussions sur nos relations avec l'Afrique du Sud. Mais nous savons qu'il nous faut continuer de prendre de nouvelles mesures efficaces qui pourront avoir un effet favorable sur la lutte contre l'*apartheid*.

39. Les demandes en vue de mesures extrêmes, y compris l'appel à la violence, qui ont été faites à l'Assemblée générale découlent de la frustration et de la lassitude que provoque la lutte contre l'intransigeance sud-africaine. Ces demandes peuvent se comprendre dans une certaine mesure, mais il convient de résister et de préconiser plutôt une action constructive en vue d'amener le Gouvernement et le peuple sud-africains à prendre mieux conscience de la nécessité d'un changement.

40. En terminant, qu'il me soit permis de souligner que nos discussions et les mesures que nous prendrons doivent être aussi objectives et pratiques que possible. Nous devons travailler résolument pour parvenir à cet objectif final qui est l'élimination de l'*apartheid*. Le Canada reste totalement opposé à l'*apartheid* et s'associe à la communauté internationale dans ses efforts pour permettre à l'ensemble de la population sud-africaine de participer pleinement et sur un pied d'égalité à la vie sociale de ce pays. Tous les éléments

de la société doivent participer de façon significative au processus du changement. Grâce à l'encouragement de la communauté internationale, cela pourra être fait.

41. M. ALBORNOZ (Equateur) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation équatorienne félicite les auteurs du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* et souscrit à son programme d'activités. Le Comité a fourni des renseignements considérables sur ce grave problème de notre temps et a suscité une réaction générale de la part de l'opinion publique contre le crime d'*apartheid*. Cette réaction est d'ailleurs la meilleure preuve de la nécessité de ce comité et de l'œuvre qu'il accomplit.

42. La position de l'Equateur n'a jamais varié : il a toujours condamné la honteuse insulte à la dignité humaine que constitue l'*apartheid*. Il en est ainsi depuis que cette question a été examinée pour la première fois à l'Assemblée générale, avant même que le Comité spécial contre l'*apartheid* ne soit créé en 1962. Depuis lors, notre pays n'a cessé d'appuyer toutes les résolutions, conclusions et recommandations émanant de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine.

43. Notre pays estime que l'*apartheid*, comportement typique et répréhensible d'un régime qui est en rébellion ouverte contre l'Organisation mondiale, est un crime et un facteur totalement étranger à la psychologie et au mode de vie de son peuple, au sein duquel il n'existe ni ne saurait être admise aucune différence pour des raisons de race. En effet, notre peuple est fier d'être composé de races millénaires diverses, certaines venant d'autres continents, et qui, à leur tour, nous ont apporté des richesses culturelles fort précieuses.

44. Respectant scrupuleusement les résolutions de l'ONU, l'Equateur n'entretient aucune relation avec le Gouvernement sud-africain. Il y a quelques jours à peine, nous avons réaffirmé officiellement notre solidarité avec les détenus politiques de l'Afrique du Sud, qui sont persécutés en raison de leur opposition aux idées du régime et en raison de leur désir de respecter l'opinion de la majorité, ce qui leur a valu les répressions les plus condamnables de la part du gouvernement de Pretoria.

45. Nous estimons que la véritable source du pouvoir réside dans le peuple et qu'elle ne peut s'exprimer que par l'exercice du droit de vote dans des élections libres et démocratiques. Si l'Afrique du Sud avait suivi cette règle, les problèmes de la région seraient d'ores et déjà réglés.

46. L'Equateur a été l'un des premiers pays à ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII), annexe]. En outre, notre Constitution politique interdit

“... toute discrimination pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, de filiation, d'opinions politiques ou de toute autre nature, origine sociale, position économique ou naissance.”

Avec tout le respect que nous éprouvons envers le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, nous lui avons présenté notre cinquième rapport périodique. Nous avons, en outre, pris en considération le texte de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX),

annexe] et décrété que, en Equateur, est passible de détention toute personne qui “par des moyens, quels qu'ils soient, diffuse des idées reposant sur la supériorité ou sur la haine raciale, ou incite à la discrimination”.

47. Or, pendant que dans notre pays nous incorporions à la législation les principes issus des débats et des résolutions de l'ONU, l'Afrique du Sud, elle, au contraire, tournait le dos au droit international et aux recommandations de l'Organisation mondiale qui font partie du droit international.

48. Mais les droits de l'homme déferlent sous toutes les latitudes grâce à la volonté des peuples du monde. La répression d'un gouvernement ne peut que nous rapprocher du règlement d'un avenir irréversible où seront respectés les droits de l'homme et où sera franchie cette étape honteuse pour l'évolution de l'homme que constitue le crime d'*apartheid*.

49. M. BEDJAoui (Algérie) : Parmi la gamme, pourtant très variée, des problèmes sur lesquels se penchent chaque année les Nations Unies, l'examen au niveau de l'Assemblée générale de la question de l'*apartheid* revêt certainement une importance spécifique.

50. En effet, si la recherche de solutions aux nombreux problèmes qui se posent à la communauté internationale autorise souvent des espoirs pour des solutions conformes aux idéaux de justice et de progrès, le cas de l'Afrique du Sud, par contre, constitue, à lui seul, tout à la fois un défi à la conscience universelle, un crime contre l'humanité, un symbole — sinon le symbole le plus sinistre — du racisme dans son expression la plus horripilante, l'exemple le plus cynique d'agression permanente contre tous les peuples africains voisins et, enfin, la menace la plus manifeste à la paix et à la sécurité internationales.

51. C'est pourquoi mon pays estime de son devoir d'exprimer d'emblée ici toute sa conviction que, aussi longtemps que survivra le régime sud-africain, l'Afrique dans son ensemble ne pourra se considérer comme libérée, le processus mondial de décolonisation ne pourra être achevé et les idéaux et principes de la Charte des Nations Unies ne pourront être universellement reçus.

52. Cette année encore, l'examen de la question relative à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain se déroule dans un climat de crise latente, comme l'ont signalé ici de nombreux orateurs, et plus particulièrement le Président du Comité spécial contre l'*apartheid*, lors de la 54e séance.

53. La délégation algérienne entend saisir cette occasion pour rendre un hommage très mérité au Comité spécial contre l'*apartheid* dont l'action, fermement engagée pour l'éradication totale de ce fléau qu'est l'*apartheid*, est garantie par le dévouement de tous ses membres et de son président, M. Clark, du Nigéria, qui luttent pour l'avènement de la liberté et de la justice dans cette partie australe du continent africain.

54. Il est superflu de rappeler ici toutes les actions menées par cet important comité de l'ONU pour la mobilisation de l'opinion publique internationale et de la communauté des Etats dans la lutte contre l'*apartheid*. Toutes ces

actions sont en effet évoquées dans l'excellent rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, encore que ce document, en dépit de toutes ses qualités, ne puissent jamais parvenir à rendre compte suffisamment de la somme d'efforts, de courage et d'engagement qu'il aura fallu aux membres du Comité spécial pour la mise en application des résolutions de l'ONU, et pour l'isolement et la condamnation du régime sud-africain.

55. Il n'est pas difficile de mettre en évidence tout l'anachronisme du régime d'*apartheid* en le présentant sous l'angle de la protection des droits de l'homme. Mon pays, pour sa part, préfère situer le problème sud-africain dans son contexte le plus complet et le plus éclairant, à savoir la quête de tout un peuple pour sa liberté, la quête d'un pays africain pour rejoindre la communauté des autres nations africaines libérées, la quête d'un continent vers sa libération totale, qui lui permettra alors, avec le règlement des autres problèmes coloniaux en suspens, de tourner définitivement la page de la période coloniale.

56. La mobilisation internationale dans la lutte contre l'*apartheid* a permis ces dernières années de porter à la connaissance de l'opinion publique mondiale la multiplicité et la gravité des pratiques racistes de la minorité blanche à l'encontre du peuple sud-africain opprimé par la plus formidable machine politique et sociale qu'ait jamais connue l'humanité.

57. Le Noir sud-africain est opprimé, exploité, torturé, et souvent physiquement éliminé pour la glorification du mythe de la supériorité ethnique, qui puise sa philosophie dans un racisme primaire et abject, dont l'exemple historique demeure sans nul doute la doctrine nazie. Mais, surtout, le Noir sud-africain est captif des fils tendus par la hideuse toile d'araignée de l'*apartheid*, qui avec ses pratiques ignobles, ses règlements inhumains, sa législation discriminatoire, ses comportements infâmes, son appareil de terreur fait du Noir sud-africain un étranger dans sa propre patrie, et un étranger à la condition humaine.

58. C'est pourquoi la situation intérieure en Afrique du Sud revêt un caractère de gravité exceptionnelle par l'outrage permanent et institutionnalisé fait à l'homme noir, individuellement et collectivement obligé de vivre dans un univers concentrationnaire depuis sa naissance. Cette situation est, d'année en année, aggravée par la promulgation de lois de plus en plus répressives, exprimant la volonté des racistes de stratifier une société dont on cherche d'abord à tuer l'âme. Cette politique n'a d'autre objet que de briser tous les ressorts que ses victimes pourraient puiser dans leur dignité humaine et dans la quête de leur identité nationale pour réagir à l'oppression. Cette politique s'attache à broyer l'identité nationale de ce peuple en lui imposant toute une constellation de microcosmes sans liens entre eux, dans le but de prévenir toute cristallisation de la résistance nationale à l'oppression.

59. L'opinion publique mondiale est à cet égard suffisamment bien informée, grâce notamment à l'action méritoire des organisations anti-*apartheid* et antiracistes un peu partout dans le monde, des mesures oppressives de toute nature mises au point par le régime sud-africain pour contrôler et pour domestiquer la majorité noire du pays. Il s'agit notamment d'opérations punitives, de mesures expé-

ditives, d'internements massifs, d'organisation de simulacres de procès sur la base de procédures d'exception, et enfin d'autres mesures allant jusqu'à l'exécution sommaire de patriotes ou leur disparition définitive quelque part dans le bush.

60. Ces pratiques sud-africaines, désormais connues du monde extérieur, émeuvent la conscience universelle tout comme elles motivent encore plus les pays voisins de cette immense forteresse concentrationnaire, lesquels expriment courageusement leur opposition au régime d'*apartheid* et leur solidarité active au mouvement de libération d'Afrique du Sud, malgré les menaces que fait peser sur eux le voisinage d'une Afrique du Sud agressive.

61. On sait en effet qu'en réaction Pretoria s'est engagé ces dernières années dans une escalade de l'agression planifiée contre ces pays, et plus particulièrement contre l'Angola, pays devenu la cible du régime sud-africain depuis qu'il a accédé, en 1975, à l'indépendance.

62. L'action néfaste de l'Afrique du Sud ne se limite d'ailleurs pas seulement à opprimer le peuple sud-africain, à l'intérieur, et à agresser, à l'extérieur, les pays africains voisins. Cette action se manifeste encore dans une ingérence intolérable et de la manière la plus provocante dans les efforts menés présentement pour résoudre pacifiquement les problèmes de l'indépendance du Zimbabwe et pour réaliser la libération de la Namibie occupée illégalement par le régime raciste lui-même, au mépris de toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

63. En effet, en ce qui concerne le Zimbabwe, les efforts déployés à l'heure actuelle à Londres pour parvenir à une véritable solution de gouvernement par la majorité-ont mis en évidence le sens du dialogue et de la négociation chez les dirigeants du Front patriotique, qui se sont efforcés, malgré toutes les difficultés, de ne rien entreprendre qui puisse compromettre les chances de parvenir à un accord politique; mais l'intrusion de l'Afrique du Sud, en revanche, s'est manifestée par le biais de manœuvres politiques diverses et par la multiplication des agressions armées contre les pays de première ligne pour tenter de décourager leur soutien indéfectible au Front patriotique et d'isoler ainsi cet authentique représentant du peuple en lutte.

M. Illueca (Panama), vice-président, prend la présidence.

64. Le blocage par l'Afrique du Sud de toute solution authentique du problème namibien est assurément à lui seul révélateur de la volonté de provocation permanente de l'Afrique du Sud à l'égard de l'ONU et de l'écrasante majorité des Etats du monde. Sans rappeler tous les éléments de cette affaire, que mon pays continue de suivre avec la plus grande attention, ma délégation souhaite que l'Organisation des Nations Unies dise solennellement à tous ceux qui participent à la mise en application réelle du plan de règlement pacifique de la question namibienne mentionné dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité qu'il est grand temps de tirer la leçon des tergiversations et des attermoissements de Pretoria et de s'engager avec les pays africains dans la voie de la mise en application de sanctions obligatoires contre le régime sud-africain, en vertu du Chapitre VII de la Charte.

65. C'est, de l'avis de la délégation algérienne, ce recours ultime qui s'impose aujourd'hui et ce n'est qu'en s'engageant dans cette voie que la communauté des nations pourra amener le régime sud-africain à ne plus défier impunément l'ensemble de l'humanité.

66. Par la même occasion, nous tenons à réitérer ici notre condamnation de tous les pays qui encouragent directement ou indirectement l'Afrique du Sud et qui contribuent ainsi à consolider le comportement criminel des racistes de Pretoria, renforcés de la sorte dans une dangereuse illusion d'invincibilité.

67. M. KHARLAMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : Le Président de la présente session de l'Assemblée générale, M. Salim, se trouve être une personne qui s'est totalement consacrée à la noble cause de la décolonisation. Il a entendu ici, au cours de l'examen de la question de l'*apartheid*, beaucoup de vérités amères au sujet de cette politique et de cette pratique inhumaine perpétrée par les dirigeants racistes de l'Afrique du Sud à l'égard de 20 millions de personnes de l'Afrique australe et des peuples des pays voisins.

68. Ces vérités incroyables exposées dans les discours ici, du haut de cette tribune, nous les avons aussi tous entendues.

69. La situation en Afrique australe provoque à juste titre l'inquiétude de tous les peuples du monde entier. Cette violation flagrante de la dignité humaine de millions et de millions de personnes est incompatible avec le niveau de développement social de l'humanité. Partout, on réfléchit avec inquiétude aux conséquences de la menace croissante et effrayante qui pèse sur la paix et la sécurité du monde et de l'Afrique devant l'accroissement du potentiel militaire de l'Afrique du Sud, en particulier dans le domaine de l'armement nucléaire.

70. La situation concrète en Afrique australe est apparente pour tous. Les racistes de Salisbury ne veulent pas et n'ont aucunement l'intention d'en finir avec la domination raciste et colonialiste du Zimbabwe. Qui les aide ? En premier lieu, ce sont les dirigeants de la République sud-africaine. A l'aide de discours qui n'ont que trop duré, les racistes d'Afrique du Sud veulent gagner du temps pour réaliser leurs plans néocolonialistes en Namibie, qu'ils cherchent à transformer en un immense bantoustan. Les dirigeants de la République sud-africaine n'ont pas non plus l'intention d'en finir avec l'*apartheid* — ce monstrueux vestige du passé — dans leur propre pays.

71. Cette situation est extrêmement dangereuse et il n'est pas question de se contenter de condamner les activités inhumaines des dirigeants racistes en Afrique australe. On trouve en République sud-africaine un gouvernement typiquement fasciste, dont l'*apartheid* est la manifestation pratique et politique. Ceux qui veulent imaginer quel monde les fascistes souhaiteraient créer, quels que soient les déguisements sous lesquels ils se cachent, doivent étudier soigneusement la situation qui règne en République sud-africaine. C'est précisément dans ce pays que l'on trouve les fondements des régimes racistes et fascistes en Afrique australe. Tant que l'on n'en finira pas avec l'*apartheid* et le racisme en Afrique australe, le problème de la décolonisa-

tion, comme l'ont dit ici beaucoup d'orateurs, ne pourra être résolu d'une façon définitive et durable.

72. L'Organisation des Nations Unies, par le truchement du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, est à même de prendre des mesures permettant d'en finir avec l'*apartheid*. Ce n'est que dans ce cas-là que l'on pourra imposer une solution plus ou moins pacifique au problème de la décolonisation dans cette région du continent africain.

73. On a déjà dit ici que l'idéologie de l'*apartheid* était une doctrine typiquement fasciste. Point n'est besoin de le démontrer. Il s'agit d'une idéologie qui dénie le droit inaliénable et naturel de l'être humain à la liberté et à l'égalité politique, quels que soient sa race, son sexe, sa langue ou sa religion. Tout ce qui a été dit à l'Assemblée générale concernant les politiques et les pratiques de Pretoria recouvre les souffrances indicibles, l'humiliation et la misère de millions de personnes en Afrique du Sud. Dans ce pays, on utilise la méthode typiquement fasciste du règlement de comptes à ceux qui ne sont pas satisfaits de la politique en vigueur; tel est le tragique sort quotidien de la population autochtone d'Afrique du Sud.

74. Dans la lutte pour l'indépendance et les droits de l'homme fondamentaux, nombre de représentants éminents de tous les groupes raciaux et nationaux ont donné leur vie ou se trouvent dans les geôles sud-africaines. Dans le monde entier et ici même, à l'Organisation des Nations Unies, on cite des noms bien connus : Nelson Mandela, Walter Sisulu, Govan Mbeki et beaucoup d'autres patriotes et combattants. Ces victimes de la lutte pour les droits de l'homme élémentaires, que les racistes ont enfermées à Robben Island, sont condamnées à la réclusion à vie pour le simple fait d'avoir voulu vivre en êtres humains et d'avoir lutté pour la liberté de leur peuple.

75. Je ne citerai pas ici les nombreuses déclarations faites par les dirigeants, anciens et récents, de la République sud-africaine : ce serait leur faire trop d'honneur. Ils ne reconnaissent pas à la population non blanche le droit de vivre dans son propre pays en êtres humains. Leurs pratiques cruelles n'aboutiront qu'à une chose, comme l'avait dit ici, en maintes occasions, feu le représentant de l'Arabie saoudite, M. Baroudy : attiser les flammes de la lutte de libération et la convertir en une vaste guerre raciale. Il convient pourtant de rappeler que, comme chacun le sait, tous les Blancs d'Afrique australe ne sont pas forcément des asservisseurs, des exploités et des colonisateurs.

76. Mais, en même temps que de la politique d'*apartheid*, il faut parler de la politique de bantoustanisation, qui consiste à diviser plus encore les races et à déplacer des millions d'Africains dans des régions particulières qu'on leur a réservées. A deux de ces entités déjà créées — le Transkei et le Bophuthatswana —, la République sud-africaine en a, en septembre dernier, ajouté une troisième, le Venda. Il est maintenant question de faire aussi de la Namibie un bantoustan, sous l'enseigne artificielle d'Etat indépendant.

77. La proclamation de l'indépendance des bantoustans signifie, en fait, la privation automatique, pour la population de ces bantoustans, des droits civils, même les plus infimes, dont bénéficient encore les habitants de la République sud-africaine. Les autorités racistes de Pretoria cherchent en même temps à se débarrasser des Africains en

tant que citoyens : elles essaient d'en faire des étrangers dans leur propre pays. Les régions que Pretoria utilise pour créer des bantoustans ne sont économiquement pas viables et ne peuvent assurer les conditions d'existence élémentaires à la population. Les habitants des bantoustans — qui, en raison des lois racistes, ne bénéficient même pas des droits limités des habitants de la République sud-africaine — ont déjà été contraints de chercher du travail dans les "régions blanches". La bantoustanisation est ainsi destinée à créer un réservoir de main-d'œuvre bon marché qui permet d'assurer les meilleures conditions pour exploiter au maximum la population autochtone, ce qui accroît les bénéfices des racistes et des capitaux étrangers monopolistes.

78. L'Organisation des Nations Unies n'a pas négligé les nombreux problèmes en Afrique australe; elle n'a pas négligé non plus celui de la bantoustanisation, qu'elle a condamnée. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont exigé que cesse cette politique, et les actes de la République sud-africaine ont été déclarés nuls et non avenus. Il est évident que la proclamation de bantoustans "indépendants" a pour but de diviser encore davantage le peuple africain, de le priver de ses biens, et de légaliser l'existence de territoires dépendants et sans droits.

79. A l'occasion de la création du bantoustan du Venda, en septembre dernier, le Conseil de sécurité a¹, une fois de plus, lancé un avertissement à Pretoria, l'informant qu'une telle action aggraverait la situation dans la région, et a demandé à tous les Etats de rejeter toute forme de reconnaissance de bantoustans "indépendants" et de s'abstenir de tout contact avec eux.

80. Comme on l'a déjà observé, Pretoria a appliqué sa politique d'*apartheid* dans le territoire de la Namibie, occupé illégalement. Pretoria ne tient aucun compte des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité lui demandant de mettre fin à l'occupation de la Namibie et il continue à prendre des mesures de répression massive à l'encontre des Namibiens et de la South West Africa People's Organization [SWAPO], qui est leur représentant unique et légitime.

81. Pretoria transforme de plus en plus la Namibie en une immense base militaire. Le Président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, a dit au printemps dernier que, pendant la première moitié de l'année, l'Afrique du Sud avait placé plus de 75 000 soldats en Namibie. Ces soldats sont munis d'équipements et d'armes extrêmement modernes, qui ne sont pas seulement à usage défensif. On construit également, en Namibie, des aéroports et des bases militaires. Comme on le sait, le territoire de la Namibie détient, en effet, l'aéroport militaire le plus important de toute l'Afrique, ainsi que plusieurs bases militaires. Un pays sincèrement désireux de régler politiquement et pacifiquement le problème de la Namibie n'aurait pas procédé de manière aussi flagrante à tous ces préparatifs militaires. Contre qui, tous ces préparatifs ? Quelqu'un menacerait-il la République sud-africaine ? Certains Etats voisins ont-ils l'intention de l'attaquer plus tard ? Naturellement, il est

absurde de considérer sérieusement cette possibilité en Afrique australe. S'il existe une menace quelconque en Afrique australe, elle émane de Pretoria, qui perpètre ses actes d'agression contre les Etats voisins et a bien l'intention de continuer d'agir ainsi.

82. L'occupation illégale de la Namibie permet à la République sud-africaine d'utiliser ce territoire en tant que tête de pont militaire contre les pays africains indépendants. Les régimes racistes, qui redoutent l'effondrement de l'*apartheid*, du racisme et du colonialisme, sous les coups donnés par les mouvements de libération nationale en Afrique australe, perpètrent leurs actes d'agression armée contre les Etats africains voisins de l'Angola, de la Zambie, du Mozambique, du Botswana et d'autres. Dans quel but ? Comme il a déjà été indiqué, le but de ces attaques est d'intimider les peuples des Etats voisins, de les convaincre qu'ils continueront d'être l'objet de ces attaques de la part de la République sud-africaine s'ils ne renoncent pas à aider les mouvements de libération nationale en Namibie, au Zimbabwe et en République sud-africaine même.

83. Le Conseil de sécurité s'est occupé à maintes reprises de ces agressions de l'Afrique du Sud contre les Etats africains voisins. La République sud-africaine a été sévèrement condamnée par l'Organisation des Nations Unies pour ces actes d'agression. Dans les résolutions du Conseil de sécurité, ces actes ont été qualifiés de violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays africains et de menace sérieuse à la paix et à la sécurité internationales. En outre, le Conseil de sécurité a lancé un avertissement à l'Afrique du Sud, l'avisant qu'au cas où elle poursuivrait sa politique d'agression il prendrait des mesures plus efficaces à son encontre.

84. Il y a quelques jours encore, le Conseil de sécurité a été contraint une fois de plus de se pencher sur les conséquences de l'agression menée par la République sud-africaine contre la République populaire d'Angola. Au cours de ce débat², il a été souligné que les actes d'agression de la République sud-africaine contre l'Angola étaient commis sur une large échelle, avec la participation de divisions de l'armée régulière et l'emploi d'une technique militaire offensive de plus en plus poussée.

85. Chacun connaît également l'assistance directe économique, militaire et politique que Pretoria accorde au régime illégal de la Rhodésie du Sud, en dépit de toutes les décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

86. Ainsi donc, nous pouvons résumer la situation de la façon suivante : premièrement, la politique d'*apartheid* perpétrée par les autorités de la République sud-africaine est un fléau qui entache notre temps. Cette politique a été condamnée par les Nations Unies comme constituant un crime contre l'humanité et elle a été décrite comme une politique qui contient en elle-même une menace à la paix et à la sécurité internationales. On peut également dire que l'extension du régime d'*apartheid* au territoire de la Namibie par les racistes sud-africains et leur occupation de ce pays sont également illégales; cela a été constaté une fois de plus par les Nations Unies dans leurs décisions affirmant que de tels actes constituent une menace à la paix et à la

¹ Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-quatrième année, 2168e séance, par. 1.

² Ibid., 2169e et 2170e séances.

sécurité; deuxièmement, l'agression du régime raciste contre les Etats africains indépendants a également été condamnée par les Nations Unies et considérée comme une menace directe à la paix et à la sécurité internationales; troisièmement, la répression sans merci des mouvements de libération nationale de l'Afrique australe par le régime raciste de Pretoria et les actes dirigés contre le droit inaliénable du peuple à l'autodétermination et à l'indépendance, en violation de toutes les décisions de l'ONU, de l'Organisation de l'unité africaine [OUA] et du mouvement des non-alignés, des principes et règlements internationaux et de la Charte des Nations Unies, ont été condamnés par les Nations Unies, sont illégaux et constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales; quatrièmement, l'appui de Pretoria au régime illégal de la Rhodésie du Sud constitue une violation à toutes les décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Il vise à maintenir le régime raciste et colonialiste qui opprime le peuple du Zimbabwe et dont l'action a été condamnée par les Nations Unies comme une menace à la paix et à la sécurité internationales.

87. Il n'est donc pas difficile de tirer les conclusions de tout cela. Elles sont évidentes. La menace à la paix et à la sécurité internationales que fait peser la République sud-africaine doit être éliminée. Il doit être mis fin à la politique d'*apartheid*. L'occupation de la Namibie doit cesser immédiatement et sans condition, et le pouvoir, dans ce pays, doit être transmis au peuple namibien par l'intermédiaire de son seul représentant légitime, c'est-à-dire la SWAPO. L'agression des racistes de la République sud-africaine et le régime illégal de la Rhodésie du Sud, hostile aux Etats africains indépendants, doivent cesser une fois pour toutes. Le peuple d'Afrique australe doit être libéré du joug colonial et raciste.

88. Ces conclusions sont évidentes, et il n'y a là rien de nouveau. Elles figurent dans les décisions de l'ONU, dans celles de l'OUA et dans celles prises par le mouvement des non-alignés. Elles font partie des exigences formulées par l'ensemble de l'humanité progressiste et éprise de paix. Aujourd'hui, la tâche consiste donc à mettre ces décisions en œuvre, et cela a été souligné ici par de nombreux orateurs. La logique de l'évolution historique de la société humaine conduira inévitablement à cela. La seule question est de savoir s'il y aura beaucoup ou peu de victimes avant de parvenir à ce résultat. Il ne fait donc pas de doute que ces décisions auraient déjà été mises en œuvre depuis longtemps si les régimes racistes d'Afrique australe, et en premier lieu les dirigeants de la République sud-africaine, ne bénéficiaient pas de l'appui de milieux impérialistes de l'Occident, ce qui a été clairement démontré ici par de nombreux orateurs.

89. C'est précisément grâce à l'appui de différents pays occidentaux du bloc militaire de l'Atlantique Nord que le potentiel économique et militaire de la République sud-africaine est en constante extension. C'est également grâce à cet appui et à cette coopération que la République sud-africaine est sur le point de fabriquer l'arme nucléaire. Or nul n'ignore les conséquences tragiques qui résulteraient pour les peuples d'Afrique de la réalisation des ambitions nucléaires des racistes d'Afrique du Sud et combien cela serait lourd de menaces pour l'Afrique et pour la paix et la sécurité internationales. On peut évoquer à ce sujet la

déclaration faite par le régime de Pretoria en vue d'étendre le "droit de poursuite" jusqu'à l'équateur. Cela suffit à démontrer son intention d'ériger l'agression en institution.

90. L'occupation de la Namibie par les racistes de Pretoria est reconnue depuis longtemps comme illégale. Cependant, certaines puissances occidentales continuent de l'"oublier". Le même régime de Pretoria, qui n'a ni droit moral ni droit juridique sur la Namibie, se présente aujourd'hui, grâce aux efforts de ces pays, comme la "partie" principale aux pourparlers en vue du règlement de la question de Namibie. Il pose ses "conditions" et ses "exigences". Il mène tout le monde par le bout du nez et gagne du temps pour renforcer sa domination, sous une nouvelle façade. Lorsqu'on nous dit : "Soyez patients; ne vous inquiétez pas; il suffit de suivre l'évolution de la situation en Afrique australe même", ne nous leurrions pas. Jamais la République sud-africaine ne quittera volontairement la Namibie. Jamais les dirigeants de l'Afrique du Sud ne renonceront à leur politique d'*apartheid*, sauf si on les y contraint. Tous les remous faits autour des entretiens et négociations ne sont qu'un écran de fumée derrière lequel Pretoria et ses protecteurs des monopoles transnationaux essaient de gagner du temps et de légaliser la solution néocolonialiste de la question de Namibie et de créer, sous la désignation d'un Etat indépendant, un nouveau bantoustan en Namibie.

91. Alors que nous discutons des élections sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies, les racistes ont organisé des élections truquées et ont réussi à tirer les ficelles de quelques marionnettes de la prétendue Alliance démocratique de Turnhalle. Lorsque la question a été soulevée au Conseil de sécurité en vue de condamner cette mesure illégale prise par Pretoria, les pays occidentaux, membres du Conseil, non seulement ne sont pas intervenus, mais se sont abstenus lors du vote sur cette question et ont ainsi indirectement aidé les racistes de la République sud-africaine. Il est clair aujourd'hui que toutes les négociations sont utilisées par Pretoria pour gagner du temps, créer des conditions qui empêchent l'arrivée au pouvoir en Namibie des forces patriotiques, c'est-à-dire du seul représentant authentique du peuple namibien, la SWAPO.

92. Une politique identique est poursuivie également par un autre régime illégal de l'Afrique australe, le régime de Salisbury.

93. A cet égard, la politique pratiquée par certains pays occidentaux, de connivence avec le régime raciste en Afrique australe, place les représentants authentiques des peuples de la Namibie et du Zimbabwe — les forces patriotiques nationales — dans une situation extrêmement difficile. Ils sont confrontés à un choix : soit accepter les propositions de Pretoria et Salisbury, soit se trouver exclus des négociations, en d'autres termes rejetés de la vie politique. Telle est la méthode pratiquée avec les représentants des forces patriotiques en vue des négociations.

94. Les raisons invoquées pour justifier l'appui accordé par les pays occidentaux aux racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud sont bien connues de tous. En premier lieu, cet appui correspond à une tentative de maintenir les intérêts stratégiques militaires et économiques de l'Occident; ensuite, il provient du désir que les monopoles transnationaux occidentaux puissent poursuivre l'exploita-

tion de la Namibie et de la Rhodésie et conserver les bénéfices colossaux qu'ils tirent de l'exploitation de la population autochtone d'Afrique du Sud, de Rhodésie et de Namibie. L'Organisation des Nations Unies a plus de documents concrets qu'il n'est suffisant pour démontrer à quel point sont mêlés les intérêts économiques et stratégiques de l'Afrique du Sud avec ceux des Etats formant le bloc militaire de l'Atlantique Nord.

95. En l'absence d'une assistance générale de l'Occident, et tout d'abord des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN], la République sud-africaine n'aurait pas pu faire fi de la volonté de l'Organisation des Nations Unies et lancer un défi à l'autorité et au prestige du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

96. Les appels aux racistes et les tentatives de persuasion ne les changeront pas en des personnes ayant des sentiments humanitaires, pas plus qu'ils ne changeront la nature réactionnaire de la politique d'*apartheid*. L'indulgence envers les régimes racistes n'aboutira à rien de bon. Dans le but d'obliger l'Afrique du Sud à renoncer à sa politique honteuse et inhumaine d'*apartheid* et de la forcer à mettre en œuvre les décisions de l'Organisation des Nations Unies, il faut non pas des paroles, mais des actions concrètes.

97. A propos de la conclusion du processus de décolonisation, le Ministre des affaires étrangères de notre pays, M. A. Gromyko, a déclaré, à la session en cours de l'Assemblée générale :

“En adoptant, en 1960, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)], document qui est l'un des plus importants des Nations Unies, la communauté mondiale a reconnu le fait indiscutable que le glas du colonialisme avait sonné. Depuis, la majorité écrasante des peuples a secoué le joug du colonialisme, mais la conscience de l'humanité continue de se révolter contre les situations dans lesquelles les chaînes du colonialisme et du racisme n'ont pas été brisées complètement. A cet égard, il faut parler avant tout de l'Afrique australe.

“Il y a bien des années déjà que les peuples du Zimbabwe et de la Namibie luttent avec abnégation pour leur liberté et leur indépendance. L'Union soviétique appuie entièrement leur noble cause. Nous avons élevé la voix et nous continuerons à le faire, pour les soutenir et nous coopérerons avec tous les Etats — notamment les Etats d'Afrique — qui sont pour la justice et pour la protection des droits inaliénables de ces peuples. Il convient de rejeter résolument toutes les combinaisons, si flatteuses que soit leur apparence, destinées à préserver la domination des racistes et des colonialistes à l'aide de pouvoirs fantoches établis en toute hâte.

“Un règlement politique en Afrique australe est-il possible ? Oui. Notre réponse à cette question est positive. Cette possibilité existe. Les voies qui y conduisent existent également. Mais, jusqu'à présent, la proposition en vue de choisir une situation pacifique et équitable s'est heurtée à une réponse sous forme de rafales de mitraillettes de la part des racistes et de leur acolytes.

“L'Assemblée générale des Nations Unies agirait de façon équitable en déclarant avec netteté qu'elle appuie

résolument la lutte de libération des peuples d'Afrique australe et qu'elle condamne, en tant que crime contre l'humanité, les tentatives faites pour noyer cette lutte dans le sang. Il incombe à l'Organisation des Nations Unies de faire respecter ses décisions relatives à l'Afrique australe par ceux qui les méconnaissent.” [7e séance, par. 172 à 175.]

98. La délégation soviétique estime que les bases de la solution de la question de la politique d'*apartheid* pratiquée par la République sud-africaine et les bases de l'action qui doit être entreprise contre le régime de Pretoria pour mettre un terme à l'*apartheid*, pour que la Namibie soit enfin véritablement libre et pour que l'Afrique australe cesse d'être un bastion du colonialisme et du racisme, se trouvent dans les résolutions de l'ONU et de l'OUA et dans les propositions du Comité spécial contre l'*apartheid*, du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et d'autres organes. De l'avis de la délégation soviétique, la seule possibilité de mettre en œuvre ces résolutions réside dans le respect scrupuleux de l'application des sanctions contre le régime raciste de Pretoria qui ont déjà été adoptées par le Conseil de sécurité, ainsi que dans l'adoption, par celui-ci, de nouvelles mesures pratiques visant à isoler totalement, à l'échelon international, et à boycotter la République sud-africaine en imposant des sanctions contre elle, dans les domaines économique, commercial, financier et autres, et ce, dans le cadre des dispositions de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

99. De nombreux orateurs l'ont déjà mentionné, mais je voudrais rappeler, une fois encore, le libellé de l'Article 41 :

“Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-électriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.”

C'est là un article admirable. Si cet article était mis en œuvre, et je ne peux pas affirmer qu'il le sera, je suis sûr que la République sud-africaine serait en pourparlers avec les mouvements patriotiques, avec les pays voisins et avec l'Organisation des Nations Unies elle-même, et utiliserait un tout autre langage.

100. Dans son message de félicitations adressé aux peuples et aux Etats d'Afrique à l'occasion de la Journée de la libération de l'Afrique, le 25 mai de cette année, M. L. I. Brejnev, secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, a déclaré :

“L'Union soviétique préconise avec persistance l'exercice immédiat des droits inaliénables des peuples d'Afrique australe à l'autodétermination et à l'indépendance, le transfert de la totalité du pouvoir aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie en la personne de leurs représentants authentiques — le Front patriotique et la SWAPO —, et l'élimination du système infâme d'*apartheid*.

heid en République sud-africaine. Nous condamnons catégoriquement les manœuvres des néocolonialistes en Afrique australe et les actes d'agression perpétrés par les racistes contre les forces de libération nationale et les pays indépendants voisins, et nous appuyons ceux qui exigent que des sanctions internationales efficaces et globales soient appliquées, conformément à la Charte des Nations Unies, contre les régimes racistes." [Voir A/34/282, annexe.]

101. Le moment est venu d'agir énergiquement. Toute temporisation à cet égard est inadmissible. Tout retard dans l'élimination de l'*apartheid* et du racisme aura des conséquences nuisibles sur le sort des peuples d'Afrique australe et accroîtra la menace qui pèse sur la paix et la sécurité générale. On ne peut pas céder aux racistes; on ne peut plus faire preuve d'indulgence à leur égard.

102. Nous sommes fermement convaincus que les peuples d'Afrique australe l'emporteront dans leur lutte juste. L'Organisation des Nations Unies doit mettre un point d'honneur à les aider dans cette lutte et à accélérer la venue du jour de la liberté.

103. M. REDONDO GOMEZ (Costa Rica) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation costa-ricienne a étudié avec le soin et l'attention qu'ils méritent les rapports du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/34/22 et Add.1] et du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports [A/34/36].

104. En raison de notre philosophie humanitaire, inhérente aux caractéristiques de la nationalité costa-ricienne, ces deux comités nous sont très chers, et particulièrement le Comité spécial contre l'*apartheid*, dont nous avons été un des membres fondateurs. Pendant de longues années, un de ses membres les plus actifs fut notre ancien représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Gonzalo Ortiz, qui, comme on le sait, s'est pleinement consacré à la lutte pour la restitution des attributs de la dignité humaine à ceux qui en ont été privés injustement.

105. Malgré notre profonde confiance dans la mission des Nations Unies et notre ferme conviction qu'un avenir meilleur attend les êtres humains depuis qu'ont commencé les travaux de notre organisation, nous ne pouvons manquer de reconnaître que la lecture du premier des rapports mentionnés ainsi que la connaissance d'autres faits diffusés par la presse et les médias nous inspirent un sentiment de grand désenchantement et de frustration, chaque fois que nous constatons que non seulement aucun progrès n'a été enregistré en République sud-africaine sur le plan humanitaire, mais que, au contraire, la grande majorité de sa population a vu se durcir les mesures discriminatoires et dégradantes prises à son encontre.

106. Tout faisait espérer qu'étant donné le niveau atteint par la conscience universelle du point de vue du respect de la personnalité humaine le gouvernement de Pretoria passerait en revue sa politique et, renonçant à son erreur, aborderait une étape nouvelle, plus conforme aux temps actuels, qui sont en faveur de l'affirmation des attributs de la dignité de l'homme.

107. La persistance de cette situation n'est plus un simple affrontement d'un gouvernement tout puissant et arrogant

avec la conscience internationale; elle est devenue un véritable danger pour la stabilité des bonnes relations dans tout le continent et même pour la paix et la sécurité internationales.

108. L'état de choses créé par le Gouvernement sud-africain peut dégénérer en un conflit aux conséquences imprévisibles, et les Nations Unies se doivent de conjurer ce danger, surtout si les nombreuses informations qui circulent sont vraies, à savoir que le régime de Pretoria aurait fait exploser un engin nucléaire.

109. Ce fait, uni à l'opposition persistante aux résolutions réitérées de l'ONU qui condamnent l'ignominie à laquelle le Gouvernement sud-africain soumet l'immense majorité de la population de son pays, constitue un grave exemple qui, s'il était suivi, aboutirait sans aucun doute à la suppression de notre organisation, qui, comme l'a dit le Ministre des affaires étrangères du Costa Rica dans son intervention ici même, est le dernier espoir de survie de l'humanité [voir 19e séance, par. 349].

110. Le respect des résolutions de l'Organisation des Nations Unies est une prémisses de fait et de droit essentielle non seulement pour la réalisation des buts et des principes qui sont à l'origine de l'instauration du nouvel ordre international, mais encore pour la stabilité de la paix universelle. Il s'ensuit que, si nous ne pouvons pas persuader le Gouvernement sud-africain de mettre fin à la politique d'*apartheid*, notre organisation ne pourra plus qu'appliquer le Chapitre VII de la Charte avec tous les pouvoirs qu'il lui confère.

111. Les Nations Unies ne peuvent éluder, à aucun point de vue, le défi d'aucun des gouvernements membres de la communauté internationale, et à plus forte raison lorsqu'il s'agit de défendre la dignité de l'homme et ses droits fondamentaux.

112. Cela est d'autant plus vrai que le gouvernement de Pretoria s'est rendu coupable du délit inqualifiable d'agression contre des pays voisins.

113. Costa Rica qui, par expérience, a acquis la conviction qu'il ne peut y avoir de paix dans l'injustice, condamne, une fois de plus, de toutes ses forces et de toutes les forces de ses traditions centenaires la politique raciste néfaste du Gouvernement sud-africain ainsi que les agressions continuelles qu'il commet contre les nations voisines. Costa Rica réaffirme sa volonté de continuer la lutte pour faire cesser, dans les meilleurs délais, le traitement dégradant et inhumain auquel le régime de la minorité blanche de la République sud-africaine continue de soumettre, au mépris de l'ordre international, d'importants groupes de frères africains.

114. Pour terminer, je voudrais remercier, au nom de ma délégation, les membres du Comité spécial contre l'*apartheid* et du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports pour les efforts qu'ils ont déployés pour nous renseigner de manière détaillée sur les événements survenus ces derniers temps et qui illustrent bien le refus obstiné du Gouvernement sud-africain d'adapter sa politique aux principes de la Charte des Nations Unies.

115. M. FOFANA (Guinée) : Mes premières paroles seront, évidemment, pour rendre hommage, au nom de ma délégation, au Comité spécial des Nations Unies contre l'*apartheid* et à son courageux président, notre ami et frère l'ambassadeur Clark, pour le remarquable travail accompli. Le rapport de ce comité nous fait faire un bond dans la connaissance des mécanismes profonds, qui éclaire d'un jour cruel les particularités de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. En rendant hommage à ce comité, ma délégation lui est reconnaissante pour le souffle nouveau qu'il va contribuer à donner à la lutte contre le plus odieux système politico-social de notre siècle.

116. Le plus grand procès de notre siècle demeure, sans conteste, celui que notre organisation intente depuis plus de 30 ans à l'Afrique du Sud et à son régime d'*apartheid*. Assurément, notre temps risque d'apparaître un jour — s'il ne l'est déjà — comme le temps du mépris. En effet, on a dit du haut de cette tribune que jamais dans l'histoire de notre organisation mondiale — et dans l'histoire contemporaine tout court — question n'avait réuni autant d'unanimité et de constance dans la réprobation et la condamnation que la question de l'*apartheid* et du régime qui en est l'expression la plus concentrée. Mais on a aussi constaté que jamais condamnation universelle n'avait été si peu suivie d'effet. En vérité, le décalage que chacun de nous peut constater entre cette belle unanimité et l'impuissance que, paradoxalement, elle enfante depuis plus de 30 ans est tout simplement l'indice d'un tragique et réel désaccord au sein de notre organisation. Une telle impuissance, et de notre assemblée générale et du Conseil de sécurité, ne saurait s'expliquer autrement que par ce qu'il faut bien appeler la complicité de certaines puissances occidentales qui continuent d'apporter leur soutien financier, diplomatique et militaire au régime d'*apartheid* et dont les sociétés multinationales réalisent en contrepartie d'immenses profits. Le prix de la duplicité qui résulte de cette complicité de certaines puissances occidentales, ce sont toutes ces statistiques sur leur commerce avec l'Afrique du Sud, ce sont ces pillages, et l'exploitation qui en résulte, des richesses des pays d'Afrique australe soumis à la domination raciste blanche.

117. C'est que la situation qui prévaut en Afrique australe est une situation coloniale d'un genre particulier dont les victimes se comptent non plus par dizaines mais par milliers. Il n'est un secret pour personne que, depuis l'odieux massacre de Sharpeville en 1960, l'arrogance sud-africaine faite de violence va d'escalade en escalade. Les massacres de Soweto, les assassinats combien odieux de Steve Biko, de Solomon Mahlangu et de tant d'autres martyrs sud-africains allongent chaque jour la liste des crimes sud-africains.

118. Outre l'écrasement des populations noires en Afrique du Sud, on assiste à la poursuite effrénée d'une politique de bantoustanisation, tant décriée par la communauté internationale, dont le but est de créer une ceinture de micro-Etats, satellites tampons, auxquels on ferait jouer le rôle de bouclier autour du régime raciste de Pretoria.

119. Chaque jour un nouveau tribunal prononce des condamnations contre les Noirs et l'on procède à des exécutions sommaires et à des emprisonnements massifs, sans compter les familles noires détruites au gré de la

violence raciste entretenue et intensifiée par la politique d'*apartheid* de Pretoria.

120. L'armée fasciste sud-africaine s'est livrée à de nombreux actes d'agression contre les Etats africains voisins causant des pertes humaines et matérielles incalculables. Il en résulte que les incursions en Angola, au Mozambique, les infiltrations au Botswana, au Lesotho ont réussi à imposer à ces pays un fléchissement de leur politique pacifique d'édification nationale en les condamnant à se préoccuper davantage de sécurité nationale que d'essor économique et social. Ma délégation constate avec regret que, malgré les innombrables crimes perpétrés contre les populations africaines par le régime d'*apartheid*, le Conseil de sécurité n'a pas encore donné la preuve convaincante qu'il est profondément préoccupé de cette situation et qu'il est enfin décidé à prendre des mesures concrètes contre ce régime conformément au Chapitre VII de la Charte.

121. En juillet 1976, après l'agression contre la Zambie, à Sialola, par la soldatesque sud-africaine, le régime d'*apartheid* avait solennellement proclamé sa volonté d'envahir tout pays africain qui accorderait son aide aux mouvements de libération nationale. Une telle déclaration de guerre, que ma délégation avait en son temps vigoureusement dénoncée, mérite aujourd'hui une plus grande attention. A l'époque, on avait ironisé quand mon pays mettait solennellement en garde contre la puissance de plus en plus grandissante de l'Afrique du Sud. Aujourd'hui, personne ne peut plus nier que l'Afrique du Sud est devenue une puissance nucléaire.

122. Le Comité spécial contre l'*apartheid* a diffusé les rapports de plusieurs séminaires et conférences sur la collaboration nucléaire qui existe entre l'Afrique du Sud et certains pays occidentaux d'une part, et entre Israël et l'Afrique du Sud d'autre part. Les avertissements contenus dans ces rapports n'ont jamais été pris au sérieux malgré la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au désarmement, et malgré les preuves réunies à travers le monde par les organisations anti-*apartheid*.

123. En dépit de ces preuves, on a continué à perpétuer l'idée qu'aucun danger nucléaire n'existait en Afrique australe et on a cherché à accréditer l'opinion qu'aucune solidarité des minorités blanches n'amènerait le régime raciste de Pretoria à intervenir en Rhodésie. Or, quatre jours seulement après que la trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies eut commencé ses travaux l'Afrique du Sud inaugurerait son entrée triomphale dans le club atomique, lançant un défi à toute la communauté internationale.

124. L'explosion nucléaire sud-africaine est un défi, un insupportable défi. Ce n'est pas seulement cette explosion qui constitue un défi, c'est l'existence même du régime d'*apartheid* qui est un défi en soi.

125. Depuis un certain temps, on nous rebat les oreilles avec les droits de l'homme. C'est vrai qu'il est juste et légitime de défendre les droits de l'homme, mais qu'attendent donc ces grands croisés des droits de l'homme pour aller faire flotter leur bannière au cœur de la citadelle de l'*apartheid* ? Y a-t-il plus belle et plus urgente occasion pour les puissances occidentales de prouver combien elles sont déterminées à faire respecter les droits de l'homme qu'une minorité raciste blanche ne cesse de fouler aux pieds

depuis l'existence de son Etat raciste ? Mais si l'Afrique du Sud peut impunément exister et exister telle quelle, c'est parce qu'elle jouit d'incroyables soutiens de la part des puissances occidentales. Aucune déclaration, aucune proclamation ne saurait masquer ce fait majeur.

126. Aujourd'hui, les jeux sont clairs. Le soutien apporté par l'Afrique du Sud à la clique Ian Smith-Muzorewa dérive de la même logique : l'Afrique du Sud est condamnée à élargir l'aire géographique des hégémonies racistes blanches en Afrique australe. Cela explique bien l'intensification des agressions perpétrées contre l'Angola en vue d'anéantir la SWAPO et d'établir en Namibie une situation de type rhodésien, malgré toutes les mises en garde faites par les Nations Unies.

127. Il y a des défis qu'il est vital de relever sous peine de périr. Le défi lancé aux Nations Unies par les minorités racistes d'Afrique australe et leurs alliés mérite d'être relevé. Car les peuples ne sauraient être dupes de ce qui se trame contre l'Afrique et le monde, menacés par des dangers de guerre.

128. Le défi de l'Afrique du Sud existe parce que la puissance de cet Etat raciste se nourrit de nos divergences à nous, Etats africains, et de la division de tous ceux qui luttent en Afrique australe contre le régime d'*apartheid*. Depuis plus de 30 ans, nous tournons en rond et la preuve est maintenant faite qu'il faut chercher ailleurs les moyens de relever ce défi en donnant la priorité à une autre approche de la question du régime d'*apartheid*. Ce n'est pas que ma délégation sous-estime la capacité des Nations Unies à arrêter le crime. Mais force nous est de reconnaître que pour le succès de la lutte à mener contre le régime d'*apartheid* il faut commencer par le commencement. Et le commencement, ici, n'est rien d'autre que ce que M. Ahmed Sékou Touré, président de la République populaire révolutionnaire de Guinée, n'a cessé de proposer lors de toutes les conférences de l'OUA et qui pourrait se résumer en deux points : premièrement, liquidation des contradictions au sein de tous ceux qui, en Afrique australe, sont déterminés à libérer leur pays par le renforcement de leur unité, de leur organisation et de leur capacité de lutte, y compris la lutte armée; deuxièmement, unité de vues sur la stratégie et la tactique des Etats africains dans leur soutien prioritaire politique, financier, diplomatique et militaire à apporter à la lutte légitime des peuples d'Afrique australe.

129. Dès que ces deux conditions seront réunies, alors la première grande victoire historique sur le régime d'*apartheid* sera à portée de la main. L'aide que la communauté internationale n'a cessé d'apporter et apporte encore viendra de surcroît. Telle est la voie à suivre que le chef de l'Etat guinéen ne cesse de proposer. Les conditions ne sont peut-être pas encore réunies pour s'engager résolument dans cette voie escarpée. Mais il faudra bien un jour que l'on commence par ce commencement-là, car il est le seul à pouvoir nous donner le moyen décisif de relever le défi, y compris le défi nucléaire.

130. En attendant, le Conseil des ministres de l'OUA, qui s'est réuni du 6 au 20 juillet 1979, à Monrovia, a lancé un appel aux pays occidentaux et à Israël pour qu'ils cessent de fournir à l'Afrique du Sud du matériel technique et de la

technologie susceptibles de lui assurer une capacité nucléaire [voir A/34/552, annexe I, CM/Res. 718 (XXXIII)].

131. A Lusaka, les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, réunis du 1er au 7 août 1979, ont souligné que les graves problèmes qui se posent en Afrique australe proviennent des politiques racistes du régime sud-africain. Dans leur communiqué final [A/34/439-S/13515, annexe], les chefs de gouvernement avaient souligné la nécessité pour les peuples du Commonwealth de collaborer étroitement en vue de détruire l'*apartheid*, qualifié de crime contre l'humanité.

132. La sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à La Havane du 3 au 9 septembre 1979, a déclaré que l'Afrique australe est le théâtre où l'*apartheid* constitue la question fondamentale. La liberté et la paix, la sécurité et le progrès en Afrique australe et dans le monde ne pourront être réalisés sans l'éradication complète du régime d'*apartheid* [voir A/34/542, annexe, sect. IV, par. 78].

133. Les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité se comptent par dizaines, et, pourtant, rien n'a changé sinon l'escalade de l'arrogance sud-africaine, entretenue par la complicité de ceux qui nous parlent de règlement pacifique alors qu'ils livrent à Pretoria des technologies et des techniques de pointe accompagnées d'une aide financière croissante en vue de permettre à ce régime de s'armer davantage contre les peuples africains.

134. Mon pays, la Guinée, membre du Comité spécial contre l'*apartheid*, soutient avec vigueur les recommandations du rapport présenté par l'ambassadeur Clark, du Nigéria. Ma délégation salue la courageuse lutte de tous les peuples d'Afrique australe contre les minorités racistes blanches. Elle voit le gage certain de leur victoire dans l'unité de tous les adversaires de l'*apartheid* qui, soutenus par toute l'Afrique, viendront victorieusement à bout de ce système. Elle salue également tous les Etats et toutes les forces qui, à travers le monde, aident concrètement, et autrement que par des déclarations lénifiantes, les partisans invincibles du renversement de la dictature des minorités racistes blanches.

135. Ma délégation souscrit au programme proposé par le Comité spécial en vue de perfectionner les moyens de lutter contre l'*apartheid* et lance un appel à la communauté internationale en vue de la convocation d'une conférence internationale pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Elle a la ferme conviction qu'au cours de cette conférence les peuples du monde sauront trouver une solution définitive au grave problème de l'*apartheid*.

136. M. WAPENYI (Ouganda) [interprétation de l'anglais] : Le Comité spécial contre l'*apartheid*, sous l'habile présidence de M. Clark, du Nigéria, mérite nos félicitations chaleureuses pour l'excellent travail qu'il a accompli dans la croisade contre l'*apartheid*, ainsi qu'il ressort des documents A/34/22 et A/34/22/Add.1 dont l'Assemblée générale est maintenant saisie. Je tiens également à rendre un hommage particulier à M. Leslie Harriman pour son dévouement et la contribution remarquable qu'il a apportée aux travaux du Comité spécial alors qu'il était président de ce comité.

137. Les nouvelles selon lesquelles le régime raciste et fasciste d'Afrique du Sud aurait fait exploser un engin nucléaire donnent un relief tout particulier aux conclusions et aux recommandations du Séminaire des Nations Unies sur la collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire, qui s'est tenu à Londres les 24 et 25 février de cette année³. Ce séminaire a recommandé que le Conseil de sécurité examine de toute urgence la question de la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, mais, à notre grand regret, cette question n'a pas encore été examinée. Ma délégation espère que, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité examinera cette question le plus tôt possible. En outre, ma délégation s'associe pleinement aux recommandations du séminaire de Londres, telles qu'elles ont été explicitées dans le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [voir A/34/22, par. 50 à 57]. La nouvelle concernant l'explosion d'un engin nucléaire par l'Afrique du Sud ne nous a guère étonnés. En effet, l'Afrique du Sud fasciste rêve depuis longtemps de posséder l'arme nucléaire pour mieux asservir l'Afrique tout entière. Les pays qui, directement ou par l'intermédiaire de leurs sociétés multinationales, ont fourni la technique nucléaire et l'équipement nucléaire au régime criminel d'Afrique du Sud ne sauraient venir ici et verser des larmes de crocodile. Ils doivent, au contraire, assumer leur responsabilité en ce qui concerne la dénucléarisation de l'Afrique du Sud. Nous avons été déçus par ceux des pays occidentaux qui, tout en nous tendant la main de l'amitié, ont continué à aider le régime fasciste sud-africain. L'Afrique du Sud représente en effet une menace très grave à la paix et à la sécurité internationales.

138. Le Gouvernement et le peuple ougandais appuient sans réserve le peuple sud-africain dans sa lutte légitime pour la dignité, la liberté et la justice. Nous avons toujours appuyé et continuerons d'appuyer toutes les activités tendant à démasquer le mal que constitue l'*apartheid*. A cet égard, nous prions instamment tous les Etats Membres de l'Organisation d'appuyer généreusement le Fonds d'affectation spéciale pour la diffusion d'informations contre l'*apartheid*.

139. Les collègues et les établissements d'enseignement supérieur en Ouganda continueront d'offrir des bourses et d'accorder un accueil aux malheureuses victimes de l'*apartheid* qui réussissent à sortir de cet Etat fasciste. Nous nous efforcerons d'accorder l'asile et des possibilités d'emploi, dans la mesure du possible, aux réfugiés qui fuient la campagne de terreur et de torture que mène le régime sud-africain raciste.

140. Ma délégation voudrait remercier les pays qui ont répondu favorablement aux diverses résolutions de l'Organisation tendant à ce qu'il soit mis fin à la collaboration économique avec le régime fasciste sud-africain. Car, comme l'ont montré diverses études et, plus récemment, les conclusions du Séminaire international sur le rôle des sociétés transnationales en Afrique du Sud [A/34/655], ces activités économiques sont à la base du maintien du système d'*apartheid*. Les sociétés transnationales qui font des investissements en Afrique du Sud ont prouvé qu'elles

préféraient s'enrichir rapidement en exploitant la main-d'œuvre bon marché et les immenses ressources naturelles de la population autochtone d'Afrique du Sud plutôt que de favoriser le bien-être et d'assurer les droits politiques de tous les peuples de la région. Les sociétés transnationales qui font des recherches, au nom du régime sud-africain, sur des sources nouvelles d'énergie provoquent particulièrement notre inquiétude. La Fluor Corporation de Californie a déjà été accusée d'avoir investi 4 milliards de dollars dans ce domaine. Un embargo global sur les armes doit être imposé d'urgence contre le régime raciste sud-africain avant que celui-ci ne devienne indépendant en matière de ressources énergétiques. A cet égard, nous tenons à féliciter les Gouvernements de l'Iran et du Nigéria pour leur décision récente d'empêcher ces ressources de parvenir au régime sud-africain. Ma délégation appuie pleinement la proposition du Comité spécial tendant à ce que l'on organise en 1980 une conférence internationale sur les sanctions contre l'Afrique du Sud.

141. Les patriotes courageux qui mènent une lutte légitime pour réaliser leurs droits de l'homme fondamentaux et parvenir à la liberté en Afrique du Sud devraient, lorsqu'ils sont arrêtés, être considérés comme des prisonniers de guerre et rien de plus. Lorsque nous nous rappelons la mort, par la torture, de Steve Biko, nous nous demandons pourquoi il a été tué par les fascistes. Mais de nombreux autres patriotes sont morts de la même façon en Afrique du Sud, sans aucune publicité. Pendant combien de temps encore devons-nous permettre que ces actes humiliants et barbares se poursuivent ? Où sont les combattants de la liberté qui, comme Solomon Mahlangu et David Sibeko, sont morts dans la lutte ? Le régime doit comprendre qu'il est inévitable que la mort d'un combattant de la liberté comme David Sibeko ne pourra que renforcer la volonté d'Elizabeth Sibeko de poursuivre la lutte. Et cette lutte, si cela est nécessaire, sera poursuivie par ses enfants et ses petits-enfants. En outre, la vérité est qu'il y a trop de Steve Biko, trop de David Sibeko, trop d'Etats et de peuples africains sur le continent noir pour permettre là-bas des massacres et suicides en masse comme ceux de Jamestown, en compagnie d'une poignée de racistes auto-destructeurs. L'Afrique ne se laissera jamais endoctriner ni asservir par ces racistes qui veulent lui faire avaler la potion empoisonnée de l'*apartheid*, comme l'a fait le révérend Jones avec ses disciples en Guyane. Quand le régime raciste comprendra-t-il que sa politique est vouée à l'échec et qu'elle disparaîtra de la face de notre planète ? Il a fallu 20 ans pour réprouver le fascisme d'Hitler et de Mussolini et 8 ans pour celui d'Amin. Mais, depuis qu'en 1948 Malan a érigé l'*apartheid* en politique, il y a 31 ans que nous supportons l'*apartheid*; et, pour certains d'entre nous, ces 31 années sont plus pénibles et plus humiliantes que peuvent l'être 31 années passées en enfer. Pour utiliser la phrase éternelle d'Alan Paton, nous avons pleuré pour le "pays bien-aimé", et finalement ces pleurs ont été entendus par une force unie de plus de 50 membres de l'OUA et de la majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

142. Ces pleurs n'ont pas coulé en vain, ces morts n'ont pas été oubliés, Robben Island ne peut être oublié; les Mandela ne sont pas oubliés. Les massacres de Sharpeville, Guguletu et Soweto ne relèvent pas de la fiction. Pour nous, ils sont comme Treblinka, Dachau et Auschwitz, parce que,

³ Ibid., Supplément de janvier, février et mars 1979, document S/13/57.

dans l'esprit de tous les combattants africains pour la liberté, ils sont jugés non pas pour les massacres qui leur sont associés, mais surtout parce qu'ils révèlent la cruauté et la brutalité latentes dans de nombreuses sociétés européennes. Cette politique inhumaine et brutale s'est étendue et, comme un cancer, afflige maintenant une grande partie du continent africain. Si nous ne l'enrayons pas à temps, ce cancer plongera inévitablement l'humanité dans un holocauste. Si cette maladie raciste était venue d'Europe – et je dis "si" –, nous pourrions alors nous tourner avec espoir vers l'Europe et lui demander de nous aider à trouver un antidote et à extirper ce fléau de ce continent en utilisant les mêmes remèdes que ceux qui ont été utilisés contre les régimes fascistes d'Europe chaque fois qu'ils ont surgi. A ceux qui veulent continuer à appuyer le fascisme et le régime fasciste d'*apartheid* en Afrique du Sud en raison des gains économiques qu'ils en retirent, nous disons : la richesse de l'Afrique est pour les Africains, mais, lorsque nous devons en partager l'exploitation, nous le ferons en dehors de la contamination fasciste, de l'*apartheid* et dans le cadre du respect des propriétaires légitimes de cette richesse.

143. Nous ne voulons pas voir le phénix ressusciter des cendres de l'holocauste qui serait le sort de notre continent si nous, Africains, devons nous doter d'armes nucléaires et les utiliser pour régler ce qui pourrait être réglé pacifiquement. Nous ne céderons pas à la terreur. Au contraire, du fait de la cruauté que représente le régime d'*apartheid*, nous sommes résolus à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire finale.

144. Nous exprimons notre solidarité avec les Etats de première ligne qui, en refusant de se laisser intimider et bâillonner, sont devenus victimes de l'agression, aux mains du régime fasciste sud-africain.

145. Une solidarité totale entre l'Organisation mondiale et les Etats de première ligne est nécessaire si nous voulons triompher de l'*apartheid*. Nous apprécions pleinement les sacrifices consentis par les Etats de première ligne et nous demandons à la communauté mondiale qu'elle les aide matériellement et qu'elle renforce leur sécurité face aux agressions constantes dont ils sont victimes.

146. Ma délégation estime que, tant que l'Afrique du Sud pratiquera cette politique odieuse d'*apartheid*, il faudra l'isoler complètement. Cet isolement doit prendre la forme d'un embargo économique, d'une rupture des communications, des relations sportives et culturelles.

147. La lutte contre l'*apartheid* a atteint maintenant une étape cruciale. Les faits sont là. Ma délégation est plus convaincue que jamais que beaucoup d'entre nous verront sans doute de leur vivant la victoire dans cette partie du monde. Nous ne sous-estimons pas l'ennemi; nous savons que la lutte sera longue et dure. Une fois de plus, ma délégation invite toute la communauté internationale à unir ses ressources politiques, économiques et matérielles pour la cause de cette lutte en faveur de la paix, de la dignité humaine et de la justice.

148. En conclusion, ma délégation appuie la recommandation du Comité spécial contre l'*apartheid* d'envoyer des missions auprès des gouvernements des pays exportateurs d'armes en leur demandant de renforcer l'embargo sur les

armes contre le régime sud-africain, et d'intervenir aussi auprès des pays exportateurs de pétrole, membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, et d'autres pays où les sociétés transnationales de pétrole ont leur siège, en leur demandant de rendre plus efficace l'embargo sur le pétrole.

149. M. SINCLAIR (Guyane) [*interprétation de l'anglais*] : Une fois de plus, les Etats Membres se penchent, à l'Assemblée, sur l'examen de la politique d'*apartheid* de la clique dirigeante blanche sud-africaine. Depuis notre dernier examen, ici même, il y a un an, nous devons admettre qu'il n'y a pas eu de changements importants dans la vie du système que nous avons condamné universellement et dont le démantèlement est demandé sans cesse par l'Assemblée. En fait, au lieu de changer, la situation n'a fait qu'empirer. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* note que la situation en Afrique australe s'est aggravée au cours de l'année écoulée du fait de la politique d'*apartheid*. Le triste sort auquel sont soumis les Noirs brutalisés en Afrique du Sud représente encore le défi le plus grave à la conscience de l'humanité civilisée. Pendant ce temps, en dépit de toutes nos protestations et condamnations, les amis occidentaux de l'Afrique du Sud et Israël continuent à soutenir, sur le plan moral et physique, le pouvoir du régime qui pratique l'*apartheid* en affermissant et renforçant les relations commerciales, les investissements, les rapports diplomatiques, et en se livrant à nombre d'entreprises mutuellement avantageuses, y compris la fourniture d'armes ou l'octroi de brevets pour leur fabrication, et la collaboration dans le domaine nucléaire.

150. Dans ces conditions, nous devons nous garder contre le cynisme qui risque si facilement de s'emparer de nous en nous incitant à voir dans cet exercice un rite annuel et à considérer l'*apartheid* comme un problème qui restera à jamais posé. La délégation guyanaise ne s'abandonnera certainement pas à ce cynisme. Ainsi que l'apôtre Paul l'a dit : "Souvenez-vous des prisonniers, comme si vous étiez aussi prisonniers" [Epître aux Hébreux XIII, 3]. L'Assemblée générale a une obligation envers le peuple noir de l'Afrique du Sud : elle doit faire pression sur le régime de Pretoria pour libérer ce peuple de ses chaînes; pour ma délégation, cette obligation sera toujours au premier plan lorsque nous examinerons la question de l'*apartheid*.

151. Nous, les Etats Membres de cette organisation, sommes liés ensemble par une charte fondée sur la fraternité de l'homme et sur la solidarité humaine, indépendamment de la race, en vue de réaliser un objectif commun. En fait, lorsque l'Article premier de notre charte parle de race, c'est pour en faire un élément marginal et insignifiant, pour subordonner cette notion à l'objectif général de la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Néanmoins, en quelques années seulement, l'Assemblée devait condamner le racisme comme un crime contre l'humanité, et aujourd'hui, 34 ans après la signature de la Charte, l'Assemblée continue à mener la guerre contre le racisme institutionnalisé qu'est l'*apartheid*. La bataille est menée avec moins de succès que nous l'aurions voulu, car l'efficacité de notre lutte ne peut pas s'épanouir du fait que certains d'entre nous refusent de s'y joindre sans réserve.

152. Les raisons de ce refus ne sont pas difficiles à trouver. Pour commencer, tournons nos esprits vers une situation hypothétique. Supposons que la minorité dirigeante de Pretoria soit noire et que la majorité qu'elle gouverne soit blanche. Est-ce qu'aujourd'hui, en 1979, nous aurions ici cette discussion, une discussion qui a commencé il y a plus de 30 ans ? Est-ce que le problème de l'*apartheid* aurait jamais pu se développer ? Est-ce que les pays occidentaux et Israël auraient vendu des armes à ce régime minoritaire noir ou lui auraient transféré la technique nucléaire ? Supposons que les enfants de cette majorité blanche hypothétique se soient soulevés un jour à un endroit appelé Soweto pour demander leur liberté et que des policiers noirs de ce régime minoritaire noir aient tiré sur eux. Est-ce que l'Ouest et Israël continueraient à vendre des armes à ce régime ? Supposons que les choses soient renversées.

153. Ce sont là des hypothèses, mais ma délégation pense qu'elles n'en sont pas moins pertinentes et utiles dans cet examen de la question de l'*apartheid*, dont le caractère inhumain n'a plus besoin d'être souligné, car on l'a dénoncé et condamné universellement à maintes reprises.

154. En fait, au moment même où nous pensions avoir vu toutes les manifestations possibles du cauchemar de l'*apartheid*, nous avons entendu parler d'une explosion nucléaire par l'Afrique du Sud, et cela doit certainement nous préoccuper au plus haut point. En effet, l'Afrique du Sud a manifesté tant de mépris pour toute norme, tout précepte de conduite internationale que, lorsqu'une arme nucléaire tombe dans des mains aussi peu civilisées, nous comprenons alors que le cauchemar pourrait aisément prendre les proportions d'un holocauste.

155. Nous devons nous souvenir que c'est là un système qui perpétue un régime de violence incroyable contre la population noire de l'Afrique du Sud. Sharpeville et Soweto sont synonymes, à notre époque, des atrocités les plus méprisables commises contre les Noirs, hommes, femmes et — ne l'oublions pas — enfants, alors qu'ils s'efforcent d'affirmer pacifiquement leur dignité et leur valeur. C'est le système qui s'est lancé de façon démente dans un aventurisme militaire constant contre les Etats voisins de l'Angola et de la Zambie, un aventurisme myope poussé par une tentative vaine de construire un cordon sanitaire d'Etats consentants tout autour de lui. C'est un système qui a lancé un défi à l'opinion internationale et continue chaque jour à défier cette organisation mondiale respectable et les peuples du monde par son occupation illégale de la Namibie et l'extension de l'infâme politique d'*apartheid* à ce territoire.

156. Il nous revient donc d'être catégoriques et de vérifier les renseignements sur cette explosion nucléaire par l'Afrique du Sud et de voir toutes ses incidences pour la paix et la sécurité non seulement du continent africain mais du monde en général. Nous ne devons pas permettre que l'on sème le doute — quelle qu'en soit l'origine — pour essayer de réduire notre zèle pour obtenir la vérité, et notre organisation doit obligatoirement jouer un rôle actif à cet égard. Par conséquent, ma délégation a considéré qu'elle se devait d'appuyer la décision prise par l'Assemblée générale, le 26 octobre dernier [décision 34/404], demandant au Secrétaire général de faire une enquête d'urgence sur ce fait nouveau et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée.

157. Tous, à un moment ou à un autre, nous avons condamné le régime raciste de Pretoria et sa politique inhumaine d'*apartheid* — certains l'ont fait plus honnêtement que d'autres, certains étaient aussi plus engagés que d'autres. En fait, il existe un consensus moral parmi les nations civilisées du monde, qui rejette d'emblée la politique odieuse d'*apartheid*. Certains d'entre nous, dans les limites de leurs ressources, ont épousé le rejet moral et diplomatique du régime d'*apartheid* et ont fourni une assistance matérielle aux combattants de la liberté en Afrique du Sud et en Namibie.

158. Mais nos efforts sont rendus presque vains par le réconfort et le secours fournis au régime discrédité de l'Afrique du Sud par certaines nations occidentales et certains intérêts économiques; cet appui ne fait que fortifier ceux qui pratiquent l'*apartheid* dans leur refus de tenir compte de l'opinion internationale et leur permet de se moquer du droit international, de la Charte des Nations Unies et des résolutions et décisions que nous adoptons.

159. C'est là un aspect qui intéresse particulièrement les petits Etats comme la Guyane, qui se tournent vers le droit international et la Charte pour une garantie réelle de leur survie.

160. Les Membres de notre organisation sont éloquents dans leur indignation dans les cas de violations de conventions et de résolutions, en particulier lorsqu'ils considèrent que leurs propres intérêts sont en jeu. Mais la majorité noire écrasante de l'Afrique du Sud est la victime perpétuelle du terrorisme organisé d'Etat, de la part du régime de Pretoria, contre lequel le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté diverses résolutions demandant des mesures particulières, résolutions qui sont mises en œuvre par certains Etats mais dont d'autres font fi. Dans certains cas, le Conseil de sécurité a même été empêché de prendre à l'égard de l'Afrique du Sud des mesures que les Etats épris de paix et de liberté considéraient comme nécessaires.

161. Ce que j'essaie de prouver, c'est que nous ne pouvons pas faire un choix dans notre condamnation de l'illégalité internationale ou dans notre détermination d'y faire face. J'insiste sur le fait que nous ne pouvons pas soutenir le droit international simplement lorsque cela nous arrange, ou lorsque nous estimons que nos intérêts nationaux peuvent y gagner, pour nous réfugier dans une gymnastique verbale lorsque nous croyons que ces intérêts pourraient être affectés par des mesures correspondant à un engagement en faveur de la légalité.

162. Ici, je m'adresse particulièrement aux principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, surtout aux membres du Conseil de sécurité dont les positions privilégiées dans le processus de prise de décision internationale leur imposent de graves responsabilités en ce qui concerne les décisions prises par l'Organisation à l'égard de l'Afrique du Sud. Lorsque ce sont eux qui empêchent le Conseil de sécurité de prendre contre l'Afrique du Sud les mesures prescrites par la Charte des Nations Unies, ou lorsque ce sont eux, avec d'autres Etats d'Europe occidentale et Israël, qui collaborent avec l'Afrique du Sud en dépit des décisions de notre organisation, c'est la crédibilité de l'ONU qui en pâtit, comme tant de victimes de l'*apartheid* qui se

tourment vers cet organe pour obtenir la justice, et non pas des condamnations théoriques qui ne changent rien aux faits.

163. Nous avons assez entendu de condamnations rhétoriques ! Nulle part il n'est envisagé dans la Charte ou dans les décisions de l'Assemblée qu'une partie de l'humanité doive constater, en se frappant la poitrine, que l'autre partie continue à être la victime du racisme.

164. Avec toutes ces condamnations véhémentes de l'*apartheid*, que signifie l'Année internationale de l'enfant pour des millions d'enfants noirs qui grandissent en Afrique du Sud sous le régime d'*apartheid* ? Que signifie pour les femmes qui vivent sous le régime d'*apartheid* la Décennie des Nations Unies pour la femme ? Que signifie le nouvel ordre économique international pour les victimes de l'*apartheid* qui sont tuées ou emprisonnées lorsqu'elles demandent un ordre national nouveau ?

165. Nos décisions ont toujours exigé que soient prises des mesures positives. Ma délégation, par conséquent, tient à rendre un hommage particulier au Gouvernement iranien, qui a décidé de mettre un terme aux ventes de pétrole à l'Afrique du Sud, et au Gouvernement nigérian qui nous a fait savoir, ici même, il y a seulement trois jours, qu'il continuerait à juger ses rapports avec les autres Etats en tenant compte des intérêts généraux de l'Afrique [54e séance, par. 44]. C'est là le genre de décisions catégoriques qui doivent être prises à l'égard du pays de l'*apartheid*, et ma délégation espère sincèrement que ces exemples inspireront d'autres Etats qui n'ont pas encore été à même de placer le principe avant le profit.

166. Ma délégation tient également à rendre hommage au Comité spécial contre l'*apartheid*, sous la direction judiciaire et dévouée de M. Clark, du Nigéria, pour l'excellent travail qu'il accomplit en faisant prendre conscience à la communauté internationale des horreurs de l'*apartheid* et en luttant contre ce monstre maléfique.

167. Aux citoyens, organisations non gouvernementales et Etats Membres de l'ONU intéressés, qui contribuent à révéler les dimensions véritables de l'*apartheid* et à isoler le régime de Pretoria, ma délégation exprime sa reconnaissance la plus sincère pour le service qu'ils rendent à l'humanité et à la paix et la sécurité internationales.

168. Comme il l'a toujours fait dans le passé, le mouvement des non-alignés continue d'appuyer l'OUA et le Comité spécial contre l'*apartheid*. Ce soutien a été réaffirmé à la sixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à La Havane en septembre dernier, lorsqu'on a déclaré que l'Afrique australe, dans son ensemble, constituait un seul théâtre d'opérations dans lequel l'Afrique du Sud de l'*apartheid* représentait la question stratégique centrale, et demandé l'application scrupuleuse de toutes les résolutions de l'ONU relatives à l'Afrique du Sud.

169. Une autre expression importante de préoccupation et d'appui collectifs a été donnée à Lusaka en août dernier, à la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth. A l'issue de cette réunion, une déclaration sur le racisme et les préjugés raciaux a été publiée; cette déclaration, entre autres, rejetait comme inhumaine et

intolérable toute politique visant à perpétuer l'*apartheid* [voir A/34/439-S/13515, annexe].

170. L'Afrique du Sud a tellement bafoué les principes du droit international et de toute conduite civilisée qu'il est difficile d'imaginer jusqu'où elle doit aller pour que ses collaborateurs répondent enfin aux exigences de l'histoire et de l'humanité tout entière et cessent de collaborer avec l'*apartheid*. Le moment est déjà bien assez grave. Ma délégation espère sincèrement que ces exigences seront prises en considération avant que d'autres mesures ne soient prises.

171. M. ROMULO (Philippines) [interprétation de l'anglais] : Une fois de plus, l'Assemblée générale achève son débat sur la politique d'*apartheid* du régime minoritaire raciste blanc d'Afrique du Sud. Le débat montre, encore une fois, que le racisme et la discrimination raciale, dans leur forme institutionnalisée d'*apartheid*, s'épanouissent dans le climat de terreur et de répression constante mis au point par le régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud.

172. Je suis revenu de Manille pour partager le privilège de clore ce débat sur cette question en solidarité avec la population noire opprimée d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération nationale. Je suis venu parce que mon pays, en tant que Membre fondateur de cette organisation et également du Comité spécial contre l'*apartheid*, est fermement convaincu que le moment est venu pour l'Organisation des Nations Unies d'affirmer son autorité de façon catégorique à l'endroit d'un Etat Membre coupable de façon délibérée de violations flagrantes et massives des droits de l'homme et d'actes d'agression contre ses voisins.

173. Ces quelques dernières années ont montré que l'Afrique du Sud a bafoué continuellement chaque résolution ou décision de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité sur cette question; chaque déclaration ou chaque programme d'action adopté au cours de conférences internationales innombrables — Oslo, Dakar, Lagos et bien d'autres — a été rejeté par ce régime ou méconnu par d'autres Etats.

174. Il y a quelques années, l'Assemblée générale a lancé l'Année internationale pour la lutte contre l'*apartheid* et la Mobilisation internationale contre l'*apartheid*. Aucun de leurs objectifs n'a été réalisé. Au contraire, non seulement l'Afrique du Sud maintient sa politique d'*apartheid*, mais elle cherche en plus à la renforcer en augmentant son armement et en commettant des actes d'agression contre les Etats de première ligne : l'Angola, le Mozambique, le Botswana, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

175. Tout récemment, nous avons entendu parler d'un événement de mauvais augure. On nous a dit que l'Afrique du Sud avait fait exploser un engin nucléaire en septembre 1979. A ce propos, ma délégation tient à remercier M. B. Akporode Clark, du Nigéria, président du Comité spécial contre l'*apartheid*, pour avoir rapidement alerté l'Assemblée générale en lui faisant part de cet événement lourd de conséquences. Je n'ai pas besoin de dire que cet événement ne présage rien de bon, non seulement pour la région de l'Afrique du Sud, mais aussi pour la paix et la sécurité de toutes les nations. C'est pourquoi les Philippines appuient la décision de l'Assemblée à l'effet que le Secrétaire général

procède à une enquête et appuient également l'appel lancé par le mouvement des non-alignés aux Etats dotés d'armes nucléaires pour qu'ils coopèrent et accordent leur soutien au Secrétaire général dans cette enquête.

176. Depuis plusieurs années, l'Assemblée générale, le Comité spécial contre l'*apartheid* et diverses organisations non gouvernementales, notamment l'Anti-Apartheid Movement de Londres et le Sous-Comité du racisme, de la discrimination raciale, de l'*apartheid* et de la décolonisation des organisations non gouvernementales, de même que différentes conférences internationales, lancent des avertissements au sujet des expériences nucléaires menées par l'Afrique du Sud dans le désert du Kalahari. Ces avertissements ont toujours été méconnus. Si l'Afrique du Sud a effectivement fait exploser un engin nucléaire, alors nous sommes tous menacés et l'*apartheid* risque de devenir une "bombe" perpétuelle si nous ne prenons pas des mesures internationales concertées et massives à l'encontre de ce régime qui nous défie.

177. Nous savons tous comment l'Afrique du Sud a manœuvré, par divers moyens, pour échapper aux conséquences de l'*apartheid*, avec des tactiques simulées destinées à créer ce qu'elle prétend être des bantoustans indépendants, et comment nous avons démasqué ces tactiques, comme dans le cas du Transkei. Au mépris flagrant de toutes les résolutions adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale, l'Afrique du Sud continue à créer de nouveaux bantoustans.

178. La communauté internationale a réitéré sa volonté, ainsi qu'il ressort du débat qui vient de se terminer sur ce point. Le Président du Comité spécial contre l'*apartheid*, M. Clark, du Nigéria, dans sa déclaration liminaire, mardi matin, a indiqué à l'Assemblée générale les éléments d'une action internationale concertée contre l'*apartheid* pour éviter que l'intransigeance et la politique d'agression de l'Afrique du Sud ne transforment cette situation si tragique et si explosive en une guerre raciale à l'échelle continentale [voir 54e séance, par. 20].

179. Un accord général s'est fait jour pour qu'une action internationale concertée soit prise en vue de l'élimination totale de l'*apartheid*, et pour que le régime d'*apartheid* soit isolé. En effet, l'*apartheid* n'existe que parce que le régime sud-africain d'*apartheid* continue à recevoir un appui de certaines puissances étrangères, et, selon cet accord, il est urgent d'interdire la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud, car, au lieu de se détourner de sa politique d'*apartheid*, le régime sud-africain consolide cette politique par une législation plus draconienne et la création de bantoustans. Il faut que l'embargo obligatoire sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud soit complété par la cessation de nouveaux investissements en Afrique du Sud, que les profits soient subordonnés à des objectifs plus élevés visant à assurer la dignité de l'homme noir en Afrique du Sud et en Afrique australe, et que les Nations Unies mettent un terme à l'utilisation par l'Afrique du Sud de mercenaires étrangers, ce qui constitue une menace à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale des Etats voisins.

180. Le régime de l'Afrique du Sud ne déforme-t-il pas la vérité lorsqu'il affirme qu'en poursuivant sa politique d'*apartheid* il est à l'avant-garde de la civilisation occidentale en Afrique australe et que, par conséquent, il a besoin

de l'aide et de l'appui des puissances occidentales ? Le représentant de la Suède, M. Thunborg, a réfuté ces allégations et a montré à quel point elles étaient fallacieuses lorsque, le 6 novembre [54e séance], il a demandé, au nom de la Suède, qu'il soit mis fin à tous nouveaux investissements et prêts étrangers à l'Afrique du Sud et suggéré la cessation totale de toute coopération nucléaire dans le cadre d'un programme de sanctions économiques décidé par le Conseil de sécurité.

181. A la lumière de la situation grave qui règne aujourd'hui en Afrique australe et qui est due à la politique à courte vue de l'Afrique du Sud, un consensus a été réalisé à l'Assemblée générale dans le but de convoquer en 1980 une Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, et ce en coopération avec l'OUA. Les Philippines appuient cette proposition émanant du Comité spécial contre l'*apartheid*. Elles appuient également la proposition tendant à ce que l'embargo sur les armes soit renforcé et que cesse la collaboration nucléaire avec l'Afrique du Sud.

182. Il ne peut être question de reconnaître les prétendus bantoustans indépendants, ni d'avoir des relations avec eux, étant donné que l'Assemblée générale a invalidé leur création.

183. Dans le cadre des événements qui se déroulent en Afrique du Sud, un embargo obligatoire sur la fourniture du pétrole et des produits pétroliers à l'Afrique du Sud, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, est devenu une nécessité urgente. Les Philippines, qui envisagent de devenir membre du Conseil de sécurité, appuieront cette initiative au Conseil. Nous notons avec satisfaction que la République islamique d'Iran a pris une mesure unilatérale en décrétant un embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud. Nous appuyons également la constitution d'un petit groupe d'experts chargés de préparer un rapport sur les propositions visant à mettre en œuvre un embargo pétrolier effectif contre l'Afrique du Sud.

184. L'Assemblée doit exiger que soient entérinés les organisations anti-*apartheid* et les moyens de communication opposés à l'*apartheid* et encourager le Comité international de la Croix-Rouge dans ses efforts en vue de pouvoir visiter les prisonniers et détenus politiques en Afrique du Sud.

185. En cette décennie pour la femme et en cette année internationale de l'enfant et en cette deuxième moitié de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, il est du devoir de la communauté internationale et de l'ONU d'apporter leur aide généreuse aux hommes, aux femmes, aux enfants, victimes de l'*apartheid*, y compris aux réfugiés sud-africains.

186. Pour sa part, mon pays a toujours appuyé les peuples de l'Afrique du Sud et de l'Afrique australe par le truchement des fonds humanitaires des Nations Unies. Si le martyr des combattants de la liberté, à Sharpeville en 1960 et à Soweto en 1976, ainsi que, plus récemment, celui de Steve Biko et de Solomon Mahlangu doivent avoir un sens, alors les Etats Membres doivent contribuer généreusement à cette lutte pour la dignité humaine et l'égalité.

187. Cependant, au-delà de tout cela, l'objectif, comme la majorité des orateurs au cours de ce débat l'ont montré, doit être l'isolement total de l'Afrique du Sud dans tous les domaines : diplomatique, politique, militaire, économique, culturel et sportif.

188. En attendant, l'ONU et les Etats Membres doivent faire pièce aux efforts de propagande menés par l'Afrique du Sud et continuer à appuyer le Fonds d'affectation spéciale pour la diffusion d'informations contre l'*apartheid*. Dans le cadre de cette campagne internationale, nous reconnaissons le rôle important joué par les organisations non gouvernementales, les agences spécialisées et les organismes des Nations Unies, ainsi que par le Département de l'information et le Centre contre l'*apartheid*.

189. Si l'ONU et la communauté internationale se montrent à la hauteur de leurs responsabilités particulières envers le peuple opprimé d'Afrique du Sud et ses mouvements de libération nationale — responsabilités qui leur incombent en vertu de la résolution 3411 C (XXX) de l'Assemblée générale —, tous les Etats Membres, sans aucune exception, doivent commencer à mettre en œuvre les nombreuses résolutions prises par l'ONU et rompre toutes relations avec l'Afrique du Sud.

190. Malheureusement, certains Etats Membres s'illusionnent en pensant qu'un dialogue avec l'Afrique du Sud est encore possible à ce stade et n'abordent pas la situation en Afrique du Sud avec tout le sérieux qu'elle mérite. Ils considèrent l'intransigeance de l'Afrique du Sud comme un phénomène temporaire. Pour une raison ou pour une autre, ils ferment les yeux devant les tentatives du régime visant à perpétuer l'*apartheid*, ne se rendant pas compte qu'en collaborant avec ce régime raciste ils le renforcent et l'encouragent à persister dans sa politique anachronique et agressive. En fait, ces Etats Membres se font des illusions. A l'heure actuelle, seul un choc peut ramener cette nation à la raison. Par ses actions, l'Afrique du Sud non seulement lance un défi à l'Organisation des Nations Unies, mais également oublie la part qu'elle a prise lors de sa fondation.

191. Je me souviens que, lorsque nous rédigeons la Charte des Nations Unies à San Francisco, en 1945, ce fut un Sud-Africain, grand soldat et grand homme d'Etat, le maréchal Jan Christian Smuts, qui joua un rôle essentiel dans l'élaboration du Préambule de la Charte, malgré les inévitables pressions politiques dont il était l'objet, qui, par

la suite, ont pu le faire changer d'attitude. Je ne peux, par conséquent, évoquer sa mémoire qu'avec respect en cette occasion, car il était un ami très cher. Nos chambres d'hôtel étaient contiguës, et je l'ai vu rédiger de sa main certains paragraphes du projet initial de ce préambule. Par conséquent, chaque fois que nous lisons ce préambule, chaque fois que nous réaffirmons notre

“foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites”

ou que nous invoquons l'objectif tendant

“à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, et à ces fins à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage”,

nous ne devons pas oublier — et l'Afrique du Sud doit se souvenir que c'est un Sud-Africain qui, il y a 34 ans, a laissé comme héritage à l'humanité ces nobles sentiments. Jan Smuts a écrit ces passages — et j'en ai été témoin — non pas en tant que Sud-Africain, mais en tant que citoyen de toutes les nations, en tant qu'homme parmi les hommes. Il semble maintenant que le pays qui lui a donné le jour n'ait jamais eu l'intention de respecter ces paroles, certainement pas non plus de lui faire honneur. En fait, tout ce que l'Afrique du Sud a fait au cours des 34 dernières années pour renforcer l'*apartheid* est une trahison de cette noble figure et ses idéaux.

192. La tâche de sauver cette nation de cette ironie suprême repose sur les épaules des Etats Membres qui exercent une influence sur l'Afrique du Sud. Il peut y avoir encore une petite lueur d'espoir. L'Afrique du Sud peut encore rentrer dans le rang des nations civilisées qu'elle a pratiquement abandonné et réaffirmer son allégeance aux idéaux de son fils illustre, qui a aidé à donner à l'humanité la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle doit les respecter en tant que résultat logique des principes énumérés dans le Préambule et, ce faisant, mettre un terme une fois pour toutes à cette situation intolérable. C'est un devoir auquel les Nations Unies ne doivent pas se soustraire. C'est un devoir auquel l'Afrique du Sud n'a pas le droit de se soustraire.

La séance est levée à 12 h 50.